

2019

SOCIÉTÉ CANADIENNE DES POSTES
Rapport financier **du troisième trimestre**
pour la période close le 28 septembre 2019

Table des matières

Rapport de gestion	1
Mise en garde relative aux énoncés prospectifs	1
1 Résumé	2
2 Activités de base et stratégie	6
3 Facteurs de rendement clés	6
4 Capacités	6
5 Revue des activités d'exploitation	8
6 Liquidités et ressources en capital	14
7 Évolution de la situation financière	17
8 Risques et gestion des risques	19
9 Estimations comptables critiques et faits nouveaux concernant les méthodes comptables	19
Notes de fin de texte	20
États financiers consolidés résumés intermédiaires	21
Responsabilité de la direction à l'égard de l'information financière intermédiaire	21
État consolidé résumé intermédiaire de la situation financière	22
État consolidé résumé intermédiaire du résultat global	23
État consolidé résumé intermédiaire des variations des capitaux propres	24
État consolidé résumé intermédiaire des flux de trésorerie	25
Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires	26
1 Constitution, activités et instructions	26
2 Règles de présentation	26
3 Adoption de Normes internationales d'information financière nouvelles ou révisées	27
4 Autres actifs	31
5 Immobilisations	31
6 Régimes de retraite, des autres avantages postérieurs à l'emploi et des autres avantages à long terme	32
7 Passifs financiers	35
8 Autres éléments du résultat global	36
9 Écart d'acquisition	36
10 Questions liées à la main-d'œuvre	37
11 Passifs éventuels	37
12 Justes valeurs et risques découlant des instruments financiers	37
13 Autres charges d'exploitation	38
14 Produits (charges) liés aux activités d'investissement et de financement	38
15 Transactions avec des parties liées	39
16 Informations sectorielles et informations sur la ventilation des produits	40

Rapport de gestion

Le rapport de gestion fournit une analyse des résultats financiers consolidés et des changements sur le plan de l'exploitation de la Société canadienne des postes (la Société ou Postes Canada) et de ses filiales Les Investissements Purolator Ltée (Purolator), Groupe SCI inc. (SCI ou Logistique) et Innovapost Inc. (Innovaposte) pour la période de 13 semaines (le troisième trimestre) et la période de 39 semaines (les trois premiers trimestres ou la période écoulée depuis le début de l'exercice) closes le 28 septembre 2019. Ces sociétés sont désignées collectivement sous le nom de Groupe d'entreprises de Postes Canada ou de Groupe d'entreprises. Les secteurs sont associés aux entités juridiques suivantes : Postes Canada, Purolator, SCI et Innovaposte.

Les résultats financiers figurant dans le rapport de gestion ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS) publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB). Comme l'exigent les IFRS, nous avons adopté l'IFRS 16, *Contrats de location*, en retenant la méthode rétrospective intégrale avec prise d'effet au 1^{er} janvier 2019. Il s'agit d'un changement de norme comptable important qui a nécessité le retraitement des résultats précédemment publiés pour la période comparative. Les montants, présentés en dollars canadiens, sont arrondis au million près, tandis que les pourcentages connexes sont calculés en fonction de chiffres arrondis au millier près. À moins d'indication contraire, les renseignements du présent rapport de gestion sont en vigueur au 21 novembre 2019.

Ce rapport doit être lu conjointement avec les états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités (les états financiers intermédiaires) pour le troisième trimestre de 2019, lesquels ont été préparés conformément à la *Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État* du Conseil du Trésor du Canada et à la Norme comptable internationale (IAS) 34, *Information financière intermédiaire*. Nous recommandons également la lecture de cette information à la lumière des états financiers consolidés annuels et du rapport de gestion de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2018.

La direction est responsable des renseignements présentés dans les états financiers intermédiaires et dans le rapport de gestion. Toute mention des termes *nos*, *notre* ou *nous* désigne, selon le contexte, Postes Canada ou, collectivement, Postes Canada et ses filiales. Le Conseil d'administration, sur la recommandation de son Comité de vérification, a approuvé le contenu du présent rapport de gestion ainsi que des états financiers intermédiaires.

Correspondance-réponse d'affaires^{MC}, Courrier de quartier^{MC}, Courrier de quartier de Postes Canada^{MC}, Courrier personnalisé^{MC}, Courrier personnalisé de Postes Canada^{MC}, Marketing Intelliposte^{MC}, Marketing Intelliposte de Postes Canada^{MC}, Poste-lettres^{MC} et Poste-publications^{MC} sont des marques de commerce de la Société canadienne des postes.

Mise en garde relative aux énoncés prospectifs

Les états financiers intermédiaires et le rapport de gestion renferment des énoncés prospectifs du Groupe d'entreprises qui rendent compte des attentes de la direction en ce qui concerne les objectifs, les plans, les stratégies, la croissance future, les résultats d'exploitation, le rendement ainsi que les perspectives et les occasions commerciales du Groupe d'entreprises. En général, les énoncés prospectifs sont désignés par les mots *but*, *cible*, *hypothèse*, *indications*, *objectif*, *perspectives*, *stratégie* ou d'autres expressions similaires, de même que par l'utilisation de verbes tels que *avoir l'intention de*, *chercher à*, *être d'avis que*, *planifier*, *pouvoir*, *prévoir*, *s'attendre à*, *s'efforcer de* ou *viser* et l'emploi du futur ou du conditionnel. Ces énoncés ne sont pas des faits, mais seulement des estimations relatives aux résultats futurs. Ces estimations reposent sur certains facteurs ou hypothèses concernant la croissance prévue, les résultats d'exploitation, le rendement, les perspectives et les occasions commerciales. Bien que la direction considère ces hypothèses comme étant raisonnables et basées sur des renseignements disponibles, elles peuvent se révéler incorrectes. Ces estimations relatives aux résultats futurs dépendent d'un certain nombre de risques, d'incertitudes et d'autres facteurs susceptibles d'entraîner des différences considérables entre les résultats réels et les attentes du Groupe d'entreprises. Ces risques, incertitudes et autres facteurs comprennent notamment les risques et incertitudes énoncés dans la section 8 Risques et gestion des risques du présent rapport de gestion (les risques).

Lorsque le Groupe d'entreprises présente des informations financières prospectives ou des perspectives financières, par exemple des renseignements sur la croissance et le rendement financier futurs, ces renseignements servent à décrire les attentes futures. Les lecteurs sont donc avertis que ces données pourraient ne pas être appropriées à toute autre fin. En outre, les informations financières prospectives et les perspectives financières, ainsi que l'information prospective de manière générale, reposent sur les hypothèses et sont assujetties aux risques.

Il est vivement recommandé aux lecteurs de bien prendre en compte ces facteurs lorsqu'ils évaluent les énoncés prospectifs. À la lumière de ces hypothèses et risques, les événements prévus dans ces énoncés prospectifs pourraient ou non se produire. Le Groupe d'entreprises ne peut pas garantir que les résultats et les activités prévus se réaliseront. Par conséquent, il est recommandé aux lecteurs de ne pas prendre ces énoncés pour des faits.

Les énoncés prospectifs figurant dans les états financiers intermédiaires et le rapport de gestion sont pertinents en date du 21 novembre 2019; la Société ne prévoit pas mettre à jour publiquement ces énoncés pour tenir compte de nouveaux renseignements, d'événements futurs, de changements de situation ou de toute autre raison après cette date.

1 Résumé

Aperçu du Groupe d'entreprises de Postes Canada et résumé du rendement financier

Fournissant de l'emploi à plus de 67 000 personnes, le Groupe d'entreprises de Postes Canada est l'un des plus grands employeurs au Canada. Son plus important secteur, soit Postes Canada, est une société d'État qui rend compte au Parlement par l'intermédiaire de la ministre des Services publics et de l'Approvisionnement et de l'Accessibilité et a enregistré des produits de 4,8 milliards de dollars depuis le début de l'exercice (75,6 % du total des produits si l'on exclut les produits intersectoriels). Aux termes de la *Loi sur la Société canadienne des postes*, la Société a la mission d'exploiter un service postal dans des conditions de normes de service adaptées aux besoins de la population du Canada, et ce, d'une manière sécurisée et financièrement autonome. Postes Canada exploite le plus vaste réseau de vente au détail au Canada, lequel compte plus de 6 100 bureaux de poste au pays.

1.1 Changements significatifs et évolution des activités

Secteur Postes Canada

Nous n'avons pas apporté de changements significatifs à notre stratégie au cours du troisième trimestre de 2019. Nous restons déterminés à élargir notre secteur d'activité Colis en aidant les Canadiens à combler leurs nouveaux besoins postaux et en respectant notre engagement à l'égard du service. Toutefois, même si le secteur d'activité Colis a continué à progresser, sa croissance de 22 millions de dollars au troisième trimestre de 2019 n'a pas suffi à compenser les reculs de 49 millions de dollars et de 14 millions de dollars, respectivement, des produits tirés de nos secteurs d'activité Poste-Lettres^{MC} et Marketing direct.

Questions liées à la main-d'œuvre

Négociations collectives

Le processus d'arbitrage visant le remplacement des conventions collectives expirées du Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes – Exploitation postale urbaine (STTP-EPU) et du Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes – Factrices et facteurs ruraux et suburbains (STTP-FFRS) s'est poursuivi au troisième trimestre de 2019. Le conflit de travail de 2018 et l'incertitude qu'il entraîne continuent d'avoir des répercussions financières, notamment parce qu'il incite certains clients à faire appel à d'autres transporteurs pour diversifier leurs fournisseurs de services d'expédition.

Santé et sécurité

Pour Postes Canada, les blessures, maladies et incidents liés au travail peuvent tous être évités; c'est pourquoi nous nous sommes fixé l'objectif « aucune blessure ». Nous avons réussi à réduire notre fréquence totale des blessures et notre fréquence des blessures entraînant une perte de temps par rapport aux trois premiers trimestres de 2018, et nous restons déterminés à les réduire encore davantage.

1.2 Points saillants financiers

Résultats sectoriels du troisième trimestre et de la période écoulée depuis le début de l'exercice

(en millions de dollars)	Troisièmes trimestres clos les				Cumul jusqu'aux			
	28 sept. 2019	29 sept. 2018 ¹	Écart	%	28 sept. 2019	29 sept. 2018 ¹	Écart	%
Résultat avant impôt								
Groupe d'entreprises de Postes Canada	(87)	(49)	(38)	(79,6)	(37)	(146)	109	74,5
Postes Canada	(135)	(95)	(40)	(41,0)	(162)	(270)	108	40,0
Purolator	41	41	–	(2,4)	105	107	(2)	(2,0)
Logistique	5	6	(1)	–	14	16	(2)	(8,8)
Autre	2	(1)	3	*	6	1	5	220,6

* Calcul non significatif sur le plan mathématique.

La perte avant impôt du Groupe d'entreprises de Postes Canada s'établit à 87 millions de dollars; elle s'est creusée de 38 millions de dollars par rapport à celle de la période correspondante de 2018 en raison de la perte avant impôt de 135 millions de dollars du secteur Postes Canada, en partie compensée par le bénéfice avant impôt de 41 millions de dollars du secteur Purolator. Pour la période écoulée depuis le début de l'exercice, le Groupe d'entreprises inscrit une perte avant impôt de 37 millions de dollars, ce qui représente une amélioration de 109 millions de dollars par rapport à 2018. Comme pour les résultats trimestriels, la perte enregistrée pour les trois premiers trimestres s'explique par la perte enregistrée par le secteur Postes Canada, en grande partie compensée par le bénéfice du secteur Purolator.

Le conflit de travail de 2018 a continué à se répercuter sur les produits du secteur Postes Canada, qui sont inférieurs pour le troisième trimestre et la période écoulée depuis le début de l'exercice 2019 à ceux des périodes correspondantes de 2018, car certains clients ont recours à d'autres transporteurs pour répondre à leurs besoins en matière de services d'expédition. Pour le troisième trimestre et les trois premiers trimestres, le déclin des produits de Postes Canada a été atténué par la diminution des charges liées à la main-d'œuvre et des charges au titre des avantages du personnel par rapport aux périodes correspondantes de 2018, qui comprenaient des coûts non récurrents découlant de la décision relative à l'équité salariale du STTP-FFRS.

Secteur Postes Canada

Produits du secteur Postes Canada (en millions de dollars)	Troisièmes trimestres clos les				Cumul jusqu'aux			
	28 sept. 2019	29 sept. 2018	Écart	%	28 sept. 2019	29 sept. 2018	Écart	% ²
Courrier transactionnel	597	646	(49)	(7,5)	2 019	2 115	(96)	(4,0)
Colis	619	597	22	3,9	1 870	1 797	73	4,7
Marketing direct	247	261	(14)	(5,4)	775	817	(42)	(4,6)
Autre	54	57	(3)	(7,5)	169	175	(6)	(3,7)
Total	1 517	1 561	(44)	(2,8)	4 833	4 904	(71)	(0,9)

Au troisième trimestre de 2019, les produits du secteur Postes Canada sont inférieurs de 44 millions de dollars à ceux du trimestre correspondant de l'exercice précédent, car le déclin des secteurs d'activité Courrier transactionnel et Marketing direct s'est poursuivi. La croissance de 3,9 % du secteur d'activité Colis compense en partie les reculs observés. Des tendances semblables ont marqué la période écoulée depuis le début de l'exercice, entraînant un fléchissement de 71 millions de dollars des produits par rapport à 2018.

Pour le troisième trimestre et la période écoulée depuis le début de l'exercice, les produits du secteur d'activité Courrier transactionnel sont inférieurs de 49 millions de dollars et de 96 millions de dollars, respectivement, à ceux des périodes correspondantes de 2018, ce qui s'explique notamment par les élections provinciales et municipales qui avaient soutenu un accroissement des produits et des volumes au cours des trois premiers trimestres de 2018. Le fléchissement des produits pour les trois premiers trimestres de 2019 a été atténué par la hausse tarifaire réglementée entrée en vigueur au début du premier trimestre pour les articles du service Poste-lettres du régime intérieur, pour les envois Poste aux lettres du régime international et pour les droits postaux de services spéciaux.

Les produits du secteur d'activité Colis ont augmenté de 22 millions de dollars au troisième trimestre de 2019 et de 73 millions de dollars pour la période écoulée depuis le début de l'exercice. Il s'agit d'une hausse inférieure à celle observée en 2018, qui ne cadre pas avec les tendances générales du marché canadien de la livraison du cybercommerce, très concurrentiel. Les clients peuvent désormais choisir parmi des transporteurs divers qui leur offrent des services concurrentiels. Le déclin de la croissance remonte au conflit de travail de 2018, au cours duquel certains clients se sont tournés vers d'autres fournisseurs de services d'expédition, et s'explique aussi par le ralentissement de l'économie au premier et au deuxième trimestres de 2019.

En 2019, les produits du secteur d'activité Marketing direct ont diminué de 14 millions de dollars au troisième trimestre de 2019 et de 42 millions de dollars pour la période écoulée depuis le début de l'exercice, comparativement aux deux périodes correspondantes de l'exercice précédent. La croissance des produits tirés de certains segments de clientèle a ralenti depuis le conflit de travail de 2018.

Les charges d'exploitation du secteur Postes Canada pour le troisième trimestre de 2019 sont moins élevées de 13 millions de dollars que celles du troisième trimestre de 2018. Leur diminution pour la période écoulée depuis le début de l'exercice par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent se chiffre à 174 millions de dollars. Les charges liées à la main-d'œuvre et aux avantages du personnel étaient plus élevées en 2018 en raison des coûts non récurrents découlant de la décision relative à l'équité salariale du STTP-FFRS qui avaient alors été comptabilisés, ce facteur ayant été contrebalancé en partie par l'augmentation des charges liées aux services de levée, de traitement et de livraison découlant de l'essor du secteur d'activité Colis en 2019.

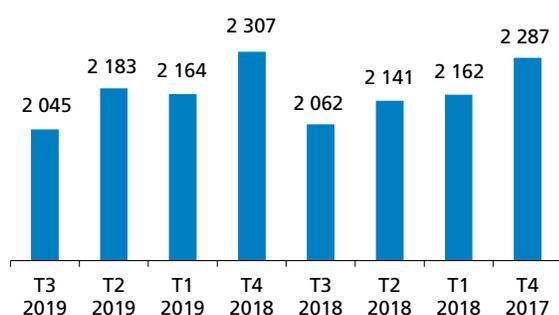
Des paiements spéciaux au titre de la solvabilité se rapportant aux importantes obligations du Régime de pension agréé de la Société canadienne des postes devront être effectués à compter du premier trimestre de 2020. La solution à court terme que privilégie la Société consiste à obtenir un allègement temporaire la dispensant de l'obligation d'effectuer ces paiements; Postes Canada étudie ses options à court terme avec son actionnaire, le gouvernement du Canada. Les participants aux régimes à prestations déterminées, de même que des représentants du groupe de travail pour les communications et consultations et des membres du Conseil consultatif des pensions, ont également été invités à exprimer leur avis sur les options à court terme envisagées. À la clôture du troisième trimestre, le déficit de solvabilité estimatif (selon la valeur marchande des actifs du Régime) s'élevait à 6,7 milliards de dollars; il subit toujours la faiblesse des taux d'actualisation, dont l'effet est en partie compensé par les rendements positifs sur les placements. Des profits de réévaluation de 63 millions de dollars, après impôt, attribuables aux rendements favorables sur les placements et en partie contrebalancés par la faiblesse des taux d'actualisation, ont été comptabilisés dans les autres éléments du résultat global à l'égard des régimes à prestations déterminées du Groupe d'entreprises, contre des profits de réévaluation de 625 millions de dollars au troisième trimestre de 2018. Des pertes de réévaluation de 1 714 millions de dollars, après impôt, ont été comptabilisées pour la période écoulée depuis le début de l'exercice en raison de la réduction des taux d'actualisation, en partie compensée par les rendements favorables sur les placements, contre des profits de réévaluation de 1 393 millions de dollars en 2018. Les taux d'actualisation demeurent à leur plus bas depuis l'instauration des régimes de retraite.

Groupe d'entreprises

Les diagrammes suivants illustrent les résultats du Groupe d'entreprises pour les huit derniers trimestres. La demande de services connaît habituellement un pic pendant la période des Fêtes, au quatrième trimestre, pour ensuite baisser dans les trimestres qui suivent. Toutefois, les coûts fixes importants du Groupe d'entreprises ne varient pas à court terme.

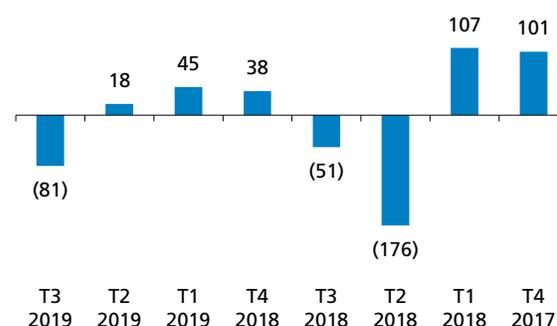
Produits d'exploitation consolidés trimestriels¹

(en millions de dollars)



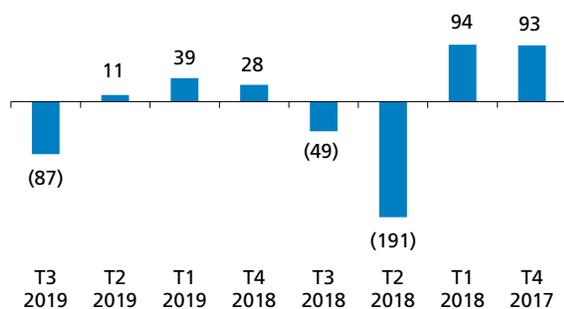
Résultat d'exploitation consolidé trimestriel¹

(en millions de dollars)



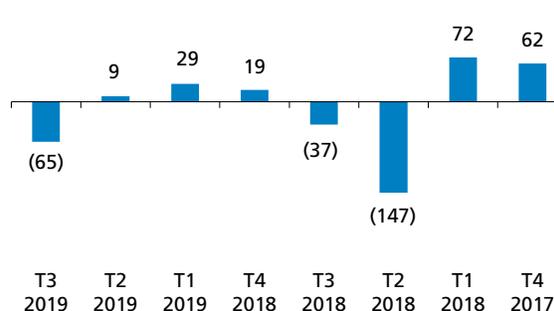
Résultat consolidé trimestriel avant impôt¹

(en millions de dollars)



Résultat net consolidé trimestriel¹

(en millions de dollars)



Le tableau ci-dessous présente le rendement consolidé de la Société pour le troisième trimestre de 2019 et pour la période écoulée depuis le début de l'exercice par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent.

(en millions de dollars)	Troisièmes trimestres clos les				Cumul jusqu'aux				Explication
	28 sept. 2019	29 sept. 2018 ¹	Écart	%	28 sept. 2019	29 sept. 2018 ¹	Écart	%	
État consolidé du résultat global									Points saillants de la section 5 Revue des activités d'exploitation.
Produits d'exploitation	2 045	2 062	(17)	(0,8)	6 392	6 365	27	1,0 ²	L'écart s'explique par l'essor des secteurs Purolator et Logistique ainsi que par celui du secteur d'activité Colis du secteur Postes Canada, ce facteur ayant été contrebalancé par les reculs imputables à l'érosion continue des secteurs d'activité Courrier transactionnel et Marketing direct du secteur Postes Canada.
Charges d'exploitation	2 126	2 113	13	0,6	6 410	6 485	(75)	(0,6) ²	L'écart découle des charges plus élevées comptabilisées par les secteurs Purolator et Logistique sous l'effet de l'accroissement des volumes, ce facteur ayant été en grande partie compensé par le fait que les coûts inscrits par le secteur Postes Canada en 2018 en raison de la décision relative à l'équité salariale du STTP-FFRS étaient non récurrents.
Résultat d'exploitation	(81)	(51)	(30)	(58,8)	(18)	(120)	102	85,2	L'écart est surtout imputable aux résultats du secteur Postes Canada.
Résultat avant impôt	(87)	(49)	(38)	(79,6)	(37)	(146)	109	74,5	
Résultat net	(65)	(37)	(28)	(74,1)	(27)	(112)	85	75,7	
Résultat global	2	575	(573)	(99,5)	(1 711)	1 265	(2 976)	*	L'écart au troisième trimestre est principalement dû aux profits de réévaluation des régimes de retraite et d'autres avantages postérieurs à l'emploi qui découlent des rendements positifs sur les placements, ce facteur ayant été en partie contrebalancé par la réduction des taux d'actualisation. Pour la période écoulée depuis le début de l'exercice, l'écart est principalement attribuable aux pertes de réévaluation des régimes de retraite et d'autres avantages postérieurs à l'emploi qui découlent d'une réduction des taux d'actualisation, ce facteur ayant été en partie compensé par les rendements positifs sur les placements.
État consolidé des flux de trésorerie									Points saillants de la section 6 Liquidités et ressources en capital.
Entrées de trésorerie liées aux activités d'exploitation	217	340	(123)	(35,9)	233	774	(541)	(69,8)	L'écart découle principalement des variations des éléments hors trésorerie du fonds de roulement, ce facteur ayant été contré en partie par la diminution de l'impôt payé.
Entrées (sorties) de trésorerie liées aux activités d'investissement	54	(177)	231	*	(101)	(684)	583	85,1	L'écart provient surtout de la hausse du produit de la vente de titres du secteur Postes Canada, ce facteur ayant été en partie contrebalancé par l'augmentation des acquisitions d'immobilisations dans les secteurs Postes Canada et Purolator.
Sorties de trésorerie liées aux activités de financement	(26)	(26)	–	0,3	(81)	(78)	(3)	(4,4)	Il n'y a aucun écart important.

* Calcul non significatif sur le plan mathématique.

2 Activités de base et stratégie

Examen des activités et de la stratégie de Postes Canada

Au cours du troisième trimestre de 2019, nous avons poursuivi notre réévaluation des risques et le rajustement de notre stratégie. Le 30 août, Postes Canada et ses quatre agents négociateurs ont publié une déclaration dans laquelle ils reconnaissent avoir un intérêt et une responsabilité partagés à l'égard de la réduction de l'empreinte écologique de Postes Canada dans l'exécution de son mandat, qui est de servir l'ensemble des Canadiens. La déclaration expose six principes directeurs, de même que l'intention de publier conjointement, au premier trimestre de 2020, les objectifs environnementaux ambitieux fixés pour 2020-2030 ainsi qu'un plan d'action pour la période 2020-2022. Les mesures initiales s'attaqueront d'abord aux principales répercussions sur l'environnement des activités de la Société, à savoir les émissions de gaz à effet de serre, les déchets et les articles en plastique à usage unique.

Déjà en septembre 2019, plusieurs mesures ont été prises en vue de l'amélioration et de l'avancement du Programme de mesures d'adaptation pour la livraison : révision des formulaires et des lettres de demande d'aménagements pour qu'ils soient plus faciles à comprendre, modification et simplification du processus d'établissement de l'admissibilité au programme et lancement d'une page Web dans le but d'accroître la sensibilisation au programme et sa visibilité et de rendre son accès plus facile pour les consommateurs. Au cours de la prochaine année, Postes Canada poursuivra sa collaboration avec le Comité consultatif sur l'accessibilité afin d'élargir la portée des mesures, de renforcer les communications relatives au Programme et de rendre les documents pertinents disponibles sur plusieurs plateformes.

3 Facteurs de rendement clés

Examen de nos principales réalisations en 2019

Les fiches de pointage du rendement servant à évaluer les progrès par rapport aux priorités stratégiques sont transmises mensuellement à la haute direction du secteur Postes Canada. Les résultats de 2019 en matière de rendement seront communiqués dans le Rapport de gestion annuel de 2019.

4 Capacités

Examen des enjeux qui ont une incidence sur notre capacité à exécuter les stratégies, à gérer les facteurs de rendement clés et à produire des résultats

4.1 Nos employés

Une mise à jour des activités en matière de santé et de sécurité et de négociation de conventions collectives par secteur en cours en 2019 est présentée ci-après.

Santé et sécurité

Secteur Postes Canada

Pour les trois premiers trimestres de 2019, la fréquence totale des blessures et la fréquence des blessures entraînant une perte de temps se sont améliorées de 8,7 % et de 10,3 %, respectivement, comparativement aux données des trois premiers trimestres de 2018. À partir du quatrième trimestre, nous veillons à nous préparer pour la période de pointe et les livraisons hivernales, accordant plus particulièrement notre attention à nos employés qui expérimenteront cette période pour la première fois. Par ailleurs, nous continuons à mettre l'accent sur la résolution des problèmes soulevés dans les lieux où la fréquence des blessures est élevée.

Le 23 septembre 2019, nous avons lancé notre programme axé sur la santé mentale appelé Le bien-être en tête. Ce programme s'articule autour du principe selon lequel la santé mentale et le bien-être de nos employés et des membres de leur famille sont tout aussi importants que leur santé physique et leur sécurité. L'information est organisée en trois catégories : prévention, préoccupation et urgence. Le programme appelle à l'action les employés et la Société dans son ensemble afin que tous veillent d'abord et avant tout à la prévention pour éviter qu'une situation se détériore et devienne une préoccupation ou une urgence. Par ce programme, nous reconnaissons la nécessité de mieux protéger la santé et la sécurité psychologiques de notre personnel.

Relations de travail

Secteur Postes Canada

Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes – Exploitation postale urbaine (STTP-EPU) et Factrices et facteurs ruraux et suburbains (STTP-FFRS)

Les conventions collectives des unités de négociation STTP-EPU et STTP-FFRS ont pris fin respectivement le 31 janvier 2018 et le 31 décembre 2017. L'arbitrage s'est poursuivi durant tout le troisième trimestre, et d'autres réunions se tiendront au quatrième trimestre de 2019. Le STTP a terminé la présentation de son dossier en juillet et Postes Canada a commencé la présentation du sien en août. Le syndicat aura le droit de présenter de nouveaux arguments lorsque la Société aura fini de présenter son dossier. Le mandat de l'arbitre doit se terminer le 31 décembre 2019. En vertu de la loi sur le retour au travail de 2018 (le projet de loi C-89) prévoyant la reprise et le maintien des services postaux, le processus de médiation-arbitrage pourra cependant se poursuivre aussi longtemps que la Ministre le permettra.

Association canadienne des maîtres de poste et adjoints (ACMPA)

La convention collective avec l'ACMPA, qui prévoit la sélection d'une offre finale, a pris fin le 31 décembre 2018, mais demeure en vigueur. Les parties ont déjà entamé les pourparlers. L'ACMPA représente les maîtres de poste et les adjoints des bureaux de poste ruraux.

Alliance de la Fonction publique du Canada/Syndicat des employés des postes et communications (AFPC/SEPC)

L'AFPC a déposé une demande auprès du Conseil canadien des relations industrielles (CCRI) pour qu'il détermine si certains postes auraient dû faire partie de son unité de négociation. Le processus de médiation à caractère non exécutoire à ce sujet s'est poursuivi en octobre entre l'AFPC et Postes Canada. L'Association des officiers des postes du Canada participe à ce processus en tant qu'intervenant, statut que lui a octroyé le CCRI. Dans le cadre de ce processus de médiation, les parties sont parvenues à une entente aux termes de laquelle elles ont convenu de la méthode qui servirait à l'évaluation des postes concernés. Si elles ne parviennent pas à un consensus au terme de cette évaluation, celle-ci sera suivie d'un nouveau processus de médiation, exécutoire celui-là. L'AFPC a retiré sa demande auprès du CCRI.

Modification de la partie III du Code canadien du travail

Des modifications au *Code canadien du travail*, apportées afin que ses normes correspondent mieux aux réalités de la main-d'œuvre moderne, sont entrées en vigueur le 1^{er} septembre 2019. Postes Canada a mis à jour ses politiques en matière d'emploi afin qu'elles respectent les modifications prévues par les projets de loi C-63 et C-86. Ces modifications portent notamment sur l'assouplissement des conditions d'emploi, les congés personnels et les congés divers ainsi que le refus d'effectuer des heures supplémentaires. D'autres modifications entreront en vigueur en 2020 ou après.

Secteur Purolator

Les négociations se poursuivent avec Unifor, qui représente les employés de bureau du Québec, afin de renouveler la convention collective qui a pris fin le 31 décembre 2018.

4.2 Contrôles et procédures internes

Changements apportés aux contrôles internes à l'égard de la présentation de l'information financière

Aucun changement aux contrôles internes à l'égard de l'information financière à fournir qui a eu ou qui aurait vraisemblablement pu avoir une incidence importante sur les contrôles internes du Groupe d'entreprises à l'égard de l'information financière à fournir n'a été apporté au cours du troisième trimestre de 2019.

5 Revue des activités d'exploitation

Examen détaillé de notre rendement financier

5.1 Résumé des résultats trimestriels

Résultats consolidés par trimestre

Le tableau suivant présente les résultats consolidés du Groupe d'entreprises pour les huit derniers trimestres et illustre le caractère saisonnier de ses activités. Les pics de demande de services ont lieu au quatrième trimestre, soit pendant la période des Fêtes, qui est la période de pointe. Les volumes baissent généralement dans les trimestres qui suivent, les creux se produisant au troisième trimestre. Les coûts fixes importants du Groupe d'entreprises ne varient pas à court terme. Par ailleurs, des jours ouvrables (commerciaux) de plus ont pour effet d'accroître les produits, tandis que plus de journées payées augmentent les charges d'exploitation. Le troisième trimestre de 2019 compte le même nombre de jours ouvrables et de journées payées que le troisième trimestre de 2018, sauf pour le secteur Logistique qui compte un jour ouvrable et une journée payée de plus que le troisième trimestre de 2018. Depuis le début de l'exercice 2019, il y a eu un jour ouvrable de moins et une journée payée de moins que dans la période correspondante de 2018, sauf pour le secteur Logistique qui comptait le même nombre de jours ouvrables et de journées payées qu'à la période correspondante de 2018. Il s'agit de différences temporaires qui seront résorbées d'ici la fin de 2019.

(en millions de dollars)	T3 2019	T2 2019	T1 2019	T4 2018 ¹	T3 2018 ¹	T2 2018 ¹	T1 2018 ¹	T4 2017 ¹
Produits d'exploitation	2 045	2 183	2 164	2 307	2 062	2 141	2 162	2 287
Charges d'exploitation	2 126	2 165	2 119	2 269	2 113	2 317	2 055	2 186
Résultat d'exploitation	(81)	18	45	38	(51)	(176)	107	101
Produits (charges) liés aux activités d'investissement et de financement, montant net	(6)	(7)	(6)	(10)	2	(15)	(13)	(8)
Résultat avant impôt	(87)	11	39	28	(49)	(191)	94	93
Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat	(22)	2	10	9	(12)	(44)	22	31
Résultat net	(65)	9	29	19	(37)	(147)	72	62

5.2 Résultats d'exploitation consolidés

Résultats consolidés du troisième trimestre et de la période écoulée depuis le début de l'exercice

(en millions de dollars)	Troisièmes trimestres clos les				Cumul jusqu'aux			
	28 sept. 2019	29 sept. 2018 ¹	Écart	%	28 sept. 2019	29 sept. 2018 ¹	Écart	%
Produits d'exploitation	2 045	2 062	(17)	(0,8)	6 392	6 365	27	1,0 ²
Charges d'exploitation	2 126	2 113	13	0,6	6 410	6 485	(75)	(0,6) ²
Résultat d'exploitation	(81)	(51)	(30)	(58,8)	(18)	(120)	102	85,2
Produits (charges) liés aux activités d'investissement et de financement, montant net	(6)	2	(8)	*	(19)	(26)	7	26,2
Résultat avant impôt	(87)	(49)	(38)	(79,6)	(37)	(146)	109	74,5
Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat	(22)	(12)	(10)	(97,9)	(10)	(34)	24	70,6
Résultat net	(65)	(37)	(28)	(74,1)	(27)	(112)	85	75,7
Autres éléments du résultat global	67	612	(545)	(89,0)	(1 684)	1 377	(3 061)	*
Résultat global	2	575	(573)	(99,5)	(1 711)	1 265	(2 976)	*

* Calcul non significatif sur le plan mathématique.

La perte avant impôt du Groupe d'entreprises de Postes Canada s'est creusée de 38 millions de dollars au troisième trimestre de 2019 en raison de la perte accrue du secteur Postes Canada comparativement au troisième trimestre de 2018. Pour la période écoulée depuis le début de l'exercice, le résultat avant impôt s'est amélioré de 109 millions de dollars par rapport à la période correspondante de 2018 sous l'effet essentiellement de la diminution de la perte avant impôt enregistrée par le secteur Postes Canada.

Produits d'exploitation consolidés

Les produits d'exploitation du troisième trimestre de 2019 ont diminué de 17 millions de dollars par rapport au troisième trimestre de 2018. Le conflit de travail de 2018 a continué d'avoir une incidence défavorable sur les produits inscrits par le secteur Postes Canada, mais cette diminution a été en partie compensée par la croissance des secteurs Purolator et Logistique. Pour la période écoulée depuis le début de l'exercice, la croissance observée dans les secteurs Purolator et Logistique a été supérieure au recul enregistré dans le secteur Postes Canada, de sorte que les produits ont augmenté de 27 millions de dollars par rapport à ceux de 2018.

Charges d'exploitation consolidées

Les charges d'exploitation ont augmenté de 13 millions de dollars pour le troisième trimestre de 2019 à cause de l'accroissement des volumes des secteurs Purolator et Logistique. Leur hausse a été en partie neutralisée par la baisse des charges du secteur Postes Canada par rapport au trimestre correspondant de 2018, qui comprenait l'incidence de la décision relative à l'équité salariale des employés membres du STTP-FFRS. Pour la période écoulée depuis le début de l'exercice, la diminution de 75 millions de dollars des charges d'exploitation comparativement à la période correspondante de 2018 est attribuable aux coûts non récurrents de la décision relative à l'équité salariale des membres du STTP-FFRS comptabilisés par le secteur Postes Canada en 2018, nets de l'accroissement, en 2019, des charges liées à la main-d'œuvre et des charges d'exploitation résultant de la croissance des volumes dans les secteurs Purolator et Logistique.

Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat consolidé

Le recouvrement d'impôt sur le résultat consolidé a augmenté de 10 millions de dollars au troisième trimestre de 2019 étant donné la hausse de la perte avant impôt par rapport à 2018. Pour la période écoulée depuis le début de l'exercice, le recouvrement a diminué de 24 millions de dollars par rapport à 2018, principalement en raison de l'amélioration du résultat avant impôt du Groupe d'entreprises.

Autres éléments du résultat global consolidé

Les autres éléments du résultat global consolidé se chiffrent à 67 millions de dollars pour le troisième trimestre de 2019; ils correspondent essentiellement à des profits de réévaluation des régimes de retraite et d'autres avantages postérieurs à l'emploi découlant des rendements favorables sur les placements, en partie contrebalancés par la baisse des taux d'actualisation. Pour ce qui est de la période écoulée depuis le début de l'exercice, les autres éléments du résultat global consolidé se sont établis à 1 684 millions de dollars, et le principal facteur à l'origine de cet écart est la comptabilisation de pertes de réévaluation des régimes de retraite et d'autres avantages postérieurs à l'emploi du fait de la réduction des taux d'actualisation en partie contrebalancée par des rendements positifs sur les placements.

5.3 Résultats d'exploitation par secteur

Résultats par secteur – Résultat avant impôt

(en millions de dollars)	Troisièmes trimestres clos les				Cumul jusqu'aux			
	28 sept. 2019	29 sept. 2018 ¹	Écart	%	28 sept. 2019	29 sept. 2018 ¹	Écart	%
Postes Canada	(135)	(95)	(40)	(41,0)	(162)	(270)	108	40,0
Purolator	41	41	–	(2,4)	105	107	(2)	(2,0)
Logistique	5	6	(1)	–	14	16	(2)	(8,8)
Autre	2	(1)	3	*	6	1	5	220,6
Groupe d'entreprises de Postes Canada	(87)	(49)	(38)	(79,6)	(37)	(146)	109	74,5

* Calcul non significatif sur le plan mathématique.

5.4 Secteur Postes Canada

La perte avant impôt du secteur Postes Canada s'est accrue de 40 millions de dollars au troisième trimestre de 2019 comparativement au troisième trimestre de 2018 sous l'effet de la décroissance des produits d'exploitation. Pour la période écoulée depuis le début de l'exercice, la perte avant impôt a diminué de 108 millions de dollars comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent. Les pertes plus importantes constatées en 2018 étaient principalement imputables aux coûts découlant de la décision relative à l'équité salariale du STTP-FFRS.

Résultats de Postes Canada pour le troisième trimestre et pour la période écoulée depuis le début de l'exercice

(en millions de dollars)	Troisièmes trimestres clos les				Cumul jusqu'aux			
	28 sept. 2019	29 sept. 2018 ¹	Écart	%	28 sept. 2019	29 sept. 2018 ¹	Écart	%
Produits d'exploitation	1 517	1 561	(44)	(2,8)	4 833	4 904	(71)	(0,9) ²
Charges d'exploitation	1 651	1 664	(13)	(0,9)	4 988	5 162	(174)	(2,9) ²
Résultat d'exploitation	(134)	(103)	(31)	(28,5)	(155)	(258)	103	40,0
Produits (charges) liés aux activités d'investissement et de financement, montant net	(1)	8	(9)	(120,2)	(7)	(12)	5	40,5
Résultat avant impôt	(135)	(95)	(40)	(41,0)	(162)	(270)	108	40,0
Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat	(34)	(23)	(11)	(43,8)	(41)	(66)	25	38,3
Résultat net	(101)	(72)	(29)	(40,1)	(121)	(204)	83	40,6

Produits d'exploitation

Les produits d'exploitation du secteur Postes Canada ont diminué de 44 millions de dollars au troisième trimestre de 2019 et de 71 millions de dollars pour la période écoulée depuis le début de l'exercice par rapport aux périodes correspondantes de 2018. En effet, l'érosion continue du courrier n'a été compensée qu'en partie par la croissance du secteur d'activité Colis.

Produits et volumes par secteur d'activité pour les troisièmes trimestres

	Produits (en millions de dollars)				Volumes (en millions d'articles)			
	28 sept. 2019	29 sept. 2018 ¹	Écart	%	28 sept. 2019	29 sept. 2018	Écart	%
Courrier transactionnel								
Poste-lettres du régime intérieur	561	608	(47)	(7,7)	598	674	(76)	(11,3)
Poste aux lettres de départ	19	20	(1)	(2,8)	9	10	(1)	(7,0)
Poste aux lettres d'arrivée	17	18	(1)	(4,3)	22	25	(3)	(14,4)
Total – Courrier transactionnel	597	646	(49)	(7,5)	629	709	(80)	(11,3)
Colis								
Colis du régime intérieur	464	446	18	4,2	49	46	3	6,9
Colis de départ	54	55	(1)	(2,9)	3	2	1	(2,4)
Colis d'arrivée	95	87	8	9,5	21	21	–	5,2
Autres	6	9	(3)	(27,9)	–	–	–	–
Total – Colis	619	597	22	3,9	73	69	4	6,1
Marketing direct								
Courrier personnalisé ^{MC}	112	123	(11)	(7,4)	206	221	(15)	(6,9)
Courrier de quartier ^{MC}	94	96	(2)	(2,9)	807	820	(13)	(1,6)
Total – Marketing Intelliposte^{MC}	206	219	(13)	(5,4)	1 013	1 041	(28)	(2,7)
Poste-publications ^{MC}	33	34	(1)	(5,9)	48	51	(3)	(7,3)
Correspondance-réponse d'affaires ^{MC} et autre courrier	5	5	–	(0,5)	3	4	(1)	(3,0)
Autres	3	3	–	(8,0)	–	–	–	–
Total – Marketing direct	247	261	(14)	(5,4)	1 064	1 096	(32)	(2,9)
Autres produits	54	57	(3)	(7,5)	–	–	–	–
Total	1 517	1 561	(44)	(2,8)	1 766	1 874	(108)	(5,8)

Produits et volumes par secteur d'activité pour les périodes écoulées depuis le début de l'exercice

	Produits (en millions de dollars)				Volumes (en millions d'articles)			
	28 sept. 2019	29 sept. 2018 ¹	Écart	% ²	28 sept. 2019	29 sept. 2018	Écart	% ²
Courrier transactionnel								
Poste-lettres du régime intérieur	1 897	1 981	(84)	(3,7)	2 004	2 189	(185)	(8,0)
Poste aux lettres de départ	67	72	(5)	(5,7)	32	35	(3)	(8,7)
Poste aux lettres d'arrivée	55	62	(7)	(10,9)	67	82	(15)	(17,7)
Total – Courrier transactionnel	2 019	2 115	(96)	(4,0)	2 103	2 306	(203)	(8,3)
Colis								
Colis du régime intérieur	1 408	1 318	90	7,4	151	137	14	10,5
Colis de départ	168	175	(7)	(3,7)	7	7	–	(2,9)
Colis d'arrivée	277	280	(3)	(0,2)	60	63	(3)	(3,5)
Autres	17	24	(7)	(29,2)	–	–	–	–
Total – Colis	1 870	1 797	73	4,7	218	207	11	5,8
Marketing direct								
Courrier personnalisé	350	371	(21)	(4,9)	640	677	(37)	(5,0)
Courrier de quartier	294	308	(14)	(4,2)	2 529	2 653	(124)	(4,2)
Total – Marketing Intelliposte	644	679	(35)	(4,6)	3 169	3 330	(161)	(4,3)
Poste-publications	107	113	(6)	(5,4)	157	170	(13)	(7,1)
Correspondance-réponse d'affaires et autre courrier	15	15	–	(2,3)	11	12	(1)	(5,6)
Autres	9	10	(1)	(2,0)	–	–	–	–
Total – Marketing direct	775	817	(42)	(4,6)	3 337	3 512	(175)	(4,5)
Autres produits	169	175	(6)	(3,7)	–	–	–	–
Total	4 833	4 904	(71)	(0,9)	5 658	6 025	(367)	(5,6)

Courrier transactionnel

Le déclin des produits et des volumes résultant de l'adoption de solutions de rechange numériques se poursuit. Cependant, pour la période écoulée depuis le début de l'exercice 2019, le déclin s'explique en partie par les produits et les volumes élevés qu'avaient occasionnés les élections provinciales et municipales au cours des trois premiers trimestres de 2018. Les résultats de l'exercice complet devraient toutefois s'améliorer au quatrième trimestre sous l'effet des élections fédérales. Le recul observé en 2019 a été en partie contrebalancé par la hausse des tarifs postaux réglementés entrée en vigueur au premier trimestre pour les envois du service Poste-lettres^{MC}, les envois Poste aux lettres du régime international, ainsi que les droits postaux de services spéciaux.

Colis

Les taux de croissance du secteur d'activité Colis pour 2019 sont nettement inférieurs à ceux de 2018, ce qui s'explique notamment par le ralentissement de l'économie au premier semestre de 2019, par les répercussions toujours présentes du conflit de travail de 2018 et par les services concurrents. En outre, une partie de la croissance des colis du régime intérieur est attribuable à la migration en provenance des colis d'arrivée, car certains clients internationaux ont fait appel à des groupeurs pour faire traiter leurs envois directement par le service des colis du régime intérieur en 2019.

Marketing direct

Le déclin des produits et des volumes du secteur d'activité Marketing direct découle du fait que les clients de ce secteur réduisent leurs dépenses de marketing ou en redirigent une partie vers le marketing numérique ou d'autres médias, ou encore vers nos concurrents. De plus, la croissance des produits tirés de certains segments de clientèle a ralenti depuis le conflit de travail de 2018.

Autres produits

Pour le troisième trimestre de 2019 et pour la période écoulée depuis le début de l'exercice, les autres produits sont inférieurs à ceux des périodes correspondantes de l'exercice précédent, surtout en raison d'une diminution des produits et services aux consommateurs, ce facteur ayant été en partie compensé par les profits de change.

Charges d'exploitation

Les charges d'exploitation du secteur Postes Canada ont diminué de 13 millions de dollars au troisième trimestre de 2019 et de 174 millions de dollars pour la période écoulée depuis le début de l'exercice, comparativement aux périodes correspondantes de l'exercice précédent. Ces réductions s'expliquent principalement par les coûts non récurrents au titre de la main-d'œuvre et des avantages du personnel comptabilisés l'an dernier à l'égard des employés représentés par le STTP-FFRS et découlant de la décision relative à l'équité salariale de 2018; elles ont été en partie contrebalancées par les charges accrues accompagnant la croissance du secteur d'activité Colis.

(en millions de dollars)	Troisièmes trimestres clos les				Cumul jusqu'aux			
	28 sept. 2019	29 sept. 2018 ¹	Écart	%	28 sept. 2019	29 sept. 2018 ¹	Écart	% ²
Main-d'œuvre	827	869	(42)	(4,9)	2 496	2 533	(37)	(1,0)
Avantages du personnel	329	325	4	1,3	997	1 160	(163)	(13,6)
Total de la main-d'œuvre et des avantages du personnel	1 156	1 194	(38)	(3,2)	3 493	3 693	(200)	(4,9)
Levée, traitement et livraison hors main-d'œuvre	239	231	8	3,5	734	724	10	2,0
Immobilier, installations et entretien	47	43	4	6,8	148	144	4	2,6
Frais de vente, frais administratifs et autres coûts	132	121	11	8,3	383	377	6	1,9
Total des autres charges d'exploitation	418	395	23	5,3	1 265	1 245	20	2,0
Amortissement	77	75	2	4,5	230	224	6	3,6
Total	1 651	1 664	(13)	(0,9)	4 988	5 162	(174)	(2,9)

Main-d'œuvre

Les charges liées à la main-d'œuvre ont diminué de 42 millions de dollars au troisième trimestre de 2019 et de 37 millions de dollars pour la période écoulée depuis le début de l'exercice comparativement aux périodes correspondantes de 2018. Ces écarts sont principalement attribuables aux ajustements rétroactifs non récurrents comptabilisés en 2018 à l'égard des employés représentés par le STTP-FFRS par suite de la décision relative à l'équité salariale et ont été en partie compensés par la hausse des charges liées à la main-d'œuvre faisant suite à la croissance du réseau et à l'inflation. L'effet favorable d'une journée payée de moins a aussi contribué à réduire les charges liées à la main-d'œuvre de la période écoulée depuis le début de l'exercice 2019.

Avantages du personnel

Pour le troisième trimestre de 2019, les charges au titre des avantages du personnel sont supérieures de 4 millions de dollars à celles du troisième trimestre de 2018. Pour la période écoulée depuis le début de l'exercice, elles ont diminué de 163 millions de dollars par rapport à celle de la période correspondant de l'exercice précédent, et ce, principalement en raison des coûts non récurrents comptabilisés au troisième trimestre de 2018 par suite de la décision relative à l'équité salariale des employés représentés par le STTP-FFRS. Les prestations pour soins psychologiques du Régime de soins médicaux complémentaire ont été améliorées, ce qui a entraîné une perte résultant de modifications du Régime de 8 millions de dollars imputée au résultat net du troisième trimestre.

Levée, traitement et livraison hors main-d'œuvre

Les charges liées aux services de levée, de traitement et de livraison offerts en sous-traitance ont augmenté de 8 millions de dollars et de 10 millions de dollars par rapport au troisième trimestre et aux trois premiers trimestres de 2018, respectivement, par suite de la hausse des coûts de réparation et d'entretien, des charges d'entretien des véhicules et des charges de transport.

Immobilier, installations et entretien

Les charges liées aux installations ont légèrement augmenté, soit de 4 millions de dollars tant au troisième trimestre de 2019 que pour la période écoulée depuis le début de l'exercice, par rapport aux périodes correspondantes de 2018; l'écart s'explique surtout par la hausse des dépenses de fonctionnement.

Frais de vente, frais administratifs et autres coûts

Les frais de vente, frais administratifs et autres coûts ont augmenté de 11 millions de dollars et de 6 millions de dollars au troisième trimestre de 2019 et pour la période écoulée depuis le début de l'exercice, respectivement, par rapport aux périodes correspondantes de 2018. Ces augmentations s'expliquent par les charges plus élevées associées aux programmes et la hausse des coûts du service à la clientèle et de la technologie de l'information. Pour les trois premiers trimestres, la variation a été en partie compensée par les taxes non récurrentes relatives à l'acheminement continu de marchandises d'arrivée comptabilisées l'an dernier.

Amortissement

Les charges d'amortissement ont augmenté de 2 millions de dollars et de 6 millions de dollars au troisième trimestre de 2019 et pour la période écoulée depuis le début de l'exercice, respectivement, par rapport aux périodes correspondantes de 2018 en raison des investissements plus élevés consacrés aux immobilisations.

5.5 Secteur Purolator

En 2019, le bénéfice avant impôt du secteur Purolator est resté identique pour le troisième trimestre et a diminué de 2 millions de dollars pour la période écoulée depuis le début de l'exercice, comparativement aux périodes correspondantes de 2018.

Résultats de Purolator pour le troisième trimestre et pour la période écoulée depuis le début de l'exercice

(en millions de dollars)	Troisièmes trimestres clos les				Cumul jusqu'aux			
	28 sept. 2019	29 sept. 2018 ¹	Écart	%	28 sept. 2019	29 sept. 2018 ¹	Écart	%
Produits d'exploitation	473	448	25	5,4	1 399	1 318	81	6,6 ²
Main-d'œuvre et avantages du personnel	215	200	15	7,9	653	604	49	8,8 ²
Charges non liées à la main-d'œuvre	213	202	11	5,4	631	594	37	6,6 ²
Charges d'exploitation	428	402	26	6,7	1 284	1 198	86	7,7 ²
Résultat d'exploitation	45	46	(1)	(5,5)	115	120	(5)	(4,6)
Produits (charges) liés aux activités d'investissement et de financement, montant net	(4)	(5)	1	30,0	(10)	(13)	3	26,1
Résultat avant impôt	41	41	–	(2,4)	105	107	(2)	(2,0)
Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat	11	10	1	–	28	28	–	(2,6)
Résultat net	30	31	(1)	(1,9)	77	79	(2)	(1,7)

Produits d'exploitation

Les produits d'exploitation de Purolator ont augmenté de 25 millions de dollars au troisième trimestre de 2019 et de 81 millions de dollars pour la période écoulée depuis le début de l'exercice par rapport aux périodes correspondantes de 2018. Ces hausses s'expliquent surtout par l'accroissement des volumes provenant des clients actuels ainsi que des nouveaux clients, principalement dans le segment entreprise à consommateur.

Charges d'exploitation

Total des charges liées à la main-d'œuvre

Les hausses salariales annuelles et l'essor des activités ont fait augmenter les charges liées à la main-d'œuvre de 15 millions de dollars et de 49 millions de dollars pour le troisième trimestre et les trois premiers trimestres de 2019, respectivement, comparativement à l'an dernier.

Total des charges non liées à la main-d'œuvre

La hausse de 11 millions de dollars et de 37 millions de dollars des charges non liées à la main-d'œuvre pour le troisième trimestre et les trois premiers trimestres de 2019, respectivement, par rapport aux correspondantes de 2018 s'explique surtout par la croissance des activités.

5.6 Secteur Logistique

Comparativement aux périodes correspondantes de 2018, le bénéfice avant impôt du secteur Logistique a fléchi de 1 million de dollars et de 2 millions de dollars au troisième trimestre de 2019 et pour la période écoulée depuis le début de l'exercice, respectivement.

Résultats du secteur Logistique pour le troisième trimestre et pour la période écoulée depuis le début de l'exercice

(en millions de dollars)	Troisièmes trimestres clos les				Cumul jusqu'aux			
	28 sept. 2019	29 sept. 2018 ¹	Écart	%	28 sept. 2019	29 sept. 2018 ¹	Écart	%
Produits d'exploitation	86	82	4	4,3 ²	251	227	24	10,9
Charges d'exploitation	79	75	4	3,7 ²	234	210	24	11,8
Résultat d'exploitation	7	7	-	14,6	17	17	-	(0,8)
Produits (charges) liés aux activités d'investissement et de financement, montant net	(2)	(1)	(1)	(97,3)	(3)	(1)	(2)	(118,8)
Résultat avant impôt	5	6	(1)	-	14	16	(2)	(8,8)
Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat	1	1	-	9,3	3	4	(1)	(9,2)
Résultat net	4	5	(1)	-	11	12	(1)	(8,7)

Produits d'exploitation

Les produits d'exploitation de SCI ont augmenté de 4 millions de dollars et de 24 millions de dollars au troisième trimestre et pour les trois premiers trimestres de 2019, respectivement, par rapport aux périodes correspondantes de 2018. Ces hausses résultent principalement de l'accroissement des volumes et de l'essor provenant des nouveaux clients.

Charges d'exploitation

Le total des charges d'exploitation s'est accru de 4 millions de dollars au troisième trimestre de 2019 et de 24 millions de dollars pour la période écoulée depuis le début de l'exercice par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent, et ce, principalement à cause de l'accroissement des volumes et de l'essor provenant des nouveaux clients.

5.7 Plan d'entreprise

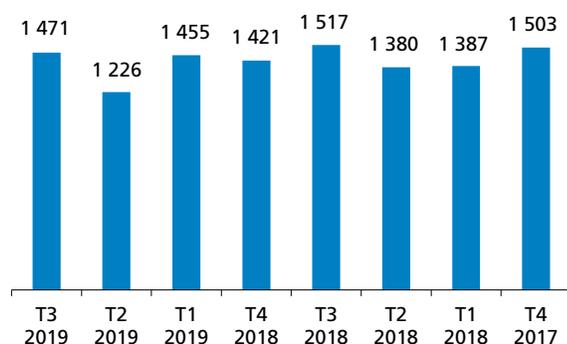
Le plan d'entreprise de la Société pour 2019 à 2023 a été approuvé par le gouverneur en conseil le 31 janvier 2019. Le 6 novembre 2019, nous avons soumis le plan d'entreprise pour 2020 à 2024.

6 Liquidités et ressources en capital

Examen de nos flux de trésorerie, de nos liquidités et de nos ressources en capital

6.1 Trésorerie et équivalents de trésorerie

(en millions de dollars)



Le Groupe d'entreprises dispose de 1 471 millions de dollars de trésorerie et d'équivalents de trésorerie au 28 septembre 2019, soit 50 millions de dollars de plus qu'au 31 décembre 2018, sous l'effet essentiellement des entrées de trésorerie liées aux activités d'exploitation, elles-mêmes principalement attribuables au fait que la charge au titre des prestations des régimes de retraite, des autres avantages postérieurs à l'emploi et des autres avantages à long terme a été supérieure aux prestations versées. La variation a été en partie contrebalancée par les acquisitions d'immobilisations et le remboursement d'obligations locatives.

6.2 Activités d'exploitation

(en millions de dollars)	Troisièmes trimestres clos les			Cumul jusqu'aux		
	28 sept. 2019	29 sept. 2018 ¹	Écart	28 sept. 2019	29 sept. 2018 ¹	Écart
Entrées de trésorerie liées aux activités d'exploitation	217	340	(123)	233	774	(541)

Les entrées de trésorerie liées aux activités d'exploitation ont diminué de 123 millions de dollars pour le troisième trimestre de 2019 comparativement au troisième trimestre de 2018. Leur recul sur un an s'explique essentiellement par les variations des éléments hors trésorerie du fonds de roulement lié aux activités d'exploitation, en partie compensées par les recouvrements d'impôt. Pour les trois premiers trimestres de l'exercice, les entrées de trésorerie liées aux activités d'exploitation ont diminué de 541 millions de dollars par rapport à l'an dernier, essentiellement en raison des variations des éléments hors trésorerie du fonds de roulement lié aux activités d'exploitation, notamment les paiements au titre de l'équité salariale du STTP-FFRS versés en juin 2019, ainsi que des ajustements moins élevés de la charge au titre des prestations des régimes de retraite, des autres avantages postérieurs à l'emploi et des autres avantages à long terme, facteurs contrés en partie par la baisse de l'impôt payé.

6.3 Activités d'investissement

(en millions de dollars)	Troisièmes trimestres clos les			Cumul jusqu'aux		
	28 sept. 2019	29 sept. 2018	Écart	28 sept. 2019	29 sept. 2018	Écart
Entrées (sorties) de trésorerie liées aux activités d'investissement	54	(177)	231	(101)	(684)	583

Les flux de trésorerie liés aux activités d'investissement se sont améliorés de 231 millions de dollars au troisième trimestre de 2019 par rapport au trimestre correspondant de 2018, principalement en raison du produit plus élevé tiré de la vente de titres au sein du secteur Postes Canada. Pour la période écoulée depuis le début de l'exercice, les flux de trésorerie liés aux activités d'investissement se sont améliorés de 583 millions de dollars en regard des trois premiers trimestres de 2018, amélioration qui découle principalement du produit plus élevé tiré de la vente de titres par le secteur Postes Canada; ce facteur a été en partie contrebalancé par la hausse des acquisitions d'immobilisations par les secteurs Postes Canada et Purolator en 2019.

Acquisitions d'immobilisations

(en millions de dollars)	Troisièmes trimestres clos les			Cumul jusqu'aux		
	28 sept. 2019	29 sept. 2018	Écart	28 sept. 2019	29 sept. 2018	Écart
Postes Canada	90	96	(6)	252	185	67
Purolator	26	11	15	76	22	54
Logistique	4	11	(7)	19	24	(5)
Innovaposte et éléments intersectoriels	2	2	–	2	2	–
Groupe d'entreprises de Postes Canada	122	120	2	349	233	116

Au troisième trimestre, les acquisitions d'immobilisations par le Groupe d'entreprises se chiffrent à 122 millions de dollars, ce qui est semblable au montant inscrit à la période correspondante de 2018. Le cumul à ce jour s'établit à 349 millions de dollars, soit 116 millions de dollars de plus qu'à la période correspondante de 2018. L'augmentation observée en 2019 est principalement attribuable aux dépenses plus élevées qu'ont consacrées les secteurs Postes Canada et Purolator à la capacité des infrastructures.

6.4 Activités de financement

(en millions de dollars)	Troisièmes trimestres clos les			Cumul jusqu'aux		
	28 sept. 2019	29 sept. 2018 ¹	Écart	28 sept. 2019	29 sept. 2018 ¹	Écart
Sorties de trésorerie liées aux activités de financement	(26)	(26)	–	(81)	(78)	(3)

Au troisième trimestre de 2019, les sorties de trésorerie liées aux activités de financement sont restées les mêmes qu'au trimestre correspondant de 2018. Pour la période écoulée depuis le début de l'exercice, elles ont augmenté de 3 millions de dollars par rapport à la période correspondante de 2018, ce qui s'explique surtout par la légère augmentation des remboursements de principal sur les obligations locatives des secteurs Postes Canada et Logistique.

6.5 Régime de pension agréé de la Société canadienne des postes

À la clôture du troisième trimestre, le déficit de solvabilité (selon la valeur marchande des actifs du régime) du Régime de pension agréé de la Société canadienne des postes (le Régime) se situait à un montant estimatif de 6,7 milliards de dollars. Comme au deuxième trimestre, le déficit a souffert de la faiblesse des taux d'actualisation, dont l'effet a été en partie contrebalancé par des rendements favorables sur les placements. Postes Canada ne sera pas tenue d'effectuer de paiements spéciaux au titre de la solvabilité en 2019, mais elle devra en faire à compter du premier trimestre de 2020. Dans l'immédiat, Postes Canada étudie ses options à court terme avec son actionnaire, le gouvernement du Canada, et la solution que privilégie la Société consiste à obtenir un allègement temporaire la dispensant de l'obligation d'effectuer ces paiements. De plus, tous les participants aux régimes à prestations déterminées, de même que des représentants du groupe de travail pour les communications et consultations et des membres du Conseil consultatif des pensions, ont été priés d'exprimer leur avis sur les options à court terme envisagées.

Tant au troisième trimestre de 2019 et qu'au troisième trimestre de 2018, les cotisations pour services rendus s'élèvent à 66 millions de dollars. De plus, des cotisations rétroactives de 19 millions de dollars ont été versées au cours du troisième trimestre de 2019 par suite de la décision relative à l'équité salariale du STTP-FFRS.

Postes Canada a comptabilisé des profits de réévaluation du Régime de 94 millions de dollars après impôt dans les autres éléments du résultat global pour le troisième trimestre de 2019, en raison des rendements favorables sur les placements, et des pertes de réévaluation de 1 225 millions de dollars pour la période écoulée depuis le début de l'exercice, à cause d'une réduction des taux d'actualisation contrebalancée en partie par des rendements positifs sur les placements. Les taux d'actualisation sont restés aussi bas qu'au deuxième trimestre.

6.6 Liquidités et ressources en capital

Liquidités

Le secteur Postes Canada dispose de 2 309 millions de dollars en placements liquides non affectés au 28 septembre 2019, et de 100 millions de dollars en marges de crédit.

Postes Canada ne prévoit pas devoir effectuer de paiements spéciaux au titre de la solvabilité en 2019. En revanche, des paiements seront requis à compter du premier trimestre de 2020. La Société estime détenir des liquidités suffisantes et la capacité d'emprunt autorisé nécessaire pour soutenir ses activités pendant au moins les 12 prochains mois.

Les filiales de la Société disposent d'un total de 316 millions de dollars de trésorerie non affectée et de facilités de crédit disponibles de 116 millions de dollars au 28 septembre 2019, ce qui leur assure des liquidités suffisantes pour soutenir leurs activités pendant au moins les 12 prochains mois.

Accès aux marchés financiers

Au 28 septembre 2019, les emprunts du secteur Postes Canada se chiffrent à 997 millions de dollars. La section 6.6 Liquidités et ressources en capital du Rapport de gestion annuel de 2018 donne des précisions sur les liquidités et l'accès aux marchés financiers.

7 Évolution de la situation financière

Examen des changements importants en matière d'actifs et de passifs entre le 28 septembre 2019 et le 31 décembre 2018

(en millions de dollars)

ACTIF	28 sept. 2019	31 déc. 2018 ¹	Écart	%	Explication
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 471	1 421	50	3,5	Consulter la section 6 Liquidités et ressources en capital.
Titres négociables	1 154	1 338	(184)	(13,7)	L'écart est attribuable à la venue à échéance d'obligations de sociétés.
Clients et autres débiteurs	898	979	(81)	(8,3)	L'écart est principalement attribuable à la diminution des créances clients dans tous les secteurs, ce facteur ayant été compensé en partie par l'augmentation des créances liées aux règlements internationaux du secteur Postes Canada.
Autres actifs	233	103	130	125,3	L'écart est principalement attribuable à la hausse des soldes prévus d'impôt à recevoir ainsi que des charges payées d'avance des secteurs Postes Canada et Purolator.
Total des actifs courants	3 756	3 841	(85)	(2,2)	
Titres négociables	49	132	(83)	(63,0)	L'écart est attribuable à la venue à échéance d'obligations de sociétés.
Immobilisations corporelles	2 790	2 687	103	3,8	L'écart est principalement attribuable à l'excédent des acquisitions sur la charge d'amortissement.
Immobilisations incorporelles	121	106	15	14,2	L'écart est dû surtout aux acquisitions réalisées par les secteurs Logistique et Autre.
Actifs au titre de droits d'utilisation	1 081	982	99	10,1	L'écart est principalement dû au fait que les acquisitions (nouveaux contrats de location et renouvellements de contrats de location) ont surpassé l'amortissement dans les secteurs Postes Canada, Purolator et Logistique.
Titres réservés	553	495	58	11,9	L'écart est principalement attribuable aux profits latents comptabilisés dans les autres éléments du résultat global pour le secteur Postes Canada.
Actifs au titre des prestations des régimes de retraite	49	95	(46)	(48,5)	L'écart est principalement attribuable aux pertes de réévaluation découlant d'une réduction des taux d'actualisation, ce facteur ayant été en partie contrebalancé par les rendements positifs sur les placements.
Actifs d'impôt différé	2 213	1 680	533	31,7	L'écart est principalement attribuable à l'augmentation des différences temporaires liées au Régime de pension agréé et aux autres avantages postérieurs à l'emploi de Postes Canada.
Écart d'acquisition	130	130	–	–	Il n'y a aucun écart.
Autres actifs	68	63	5	7,9	L'écart est principalement attribuable à une créance à long terme découlant d'un changement dans le calendrier de paiement des employés du STTP.
Total des actifs non courants	7 054	6 370	684	10,7	
Total des actifs	10 810	10 211	599	5,9	

(en millions de dollars)

PASSIF	28 sept. 2019	31 déc. 2018 ¹	Écart	%	Explication
Fournisseurs et autres créditeurs	536	648	(112)	(17,2)	L'écart est principalement attribuable à la diminution des fournisseurs et autres créditeurs des secteurs Postes Canada et Purolator.
Salaires et avantages à payer et provisions connexes	827	988	(161)	(16,4)	L'écart est principalement attribuable aux paiements en matière d'équité salariale du STTP-FFRS versés en juin 2019 par le secteur Postes Canada.
Provisions	57	61	(4)	(4,7)	Il n'y a aucun écart important.
Impôts à payer	–	8	(8)	(100,0)	L'écart est principalement attribuable au paiement d'une charge d'impôt pour le secteur Purolator.
Produits reportés	144	153	(9)	(5,9)	L'écart est principalement attribuable à la diminution des produits différés au titre des timbres-poste et des soldes des comptes de clients pour le secteur Postes Canada.
Obligations locatives	113	109	4	3,0	Il n'y a aucun écart important.
Autres avantages à long terme	67	68	(1)	(2,3)	Il n'y a aucun écart important.
Total des passifs courants	1 744	2 035	(291)	(14,3)	
Obligations locatives	1 153	1 054	99	9,4	L'écart est principalement attribuable aux acquisitions (nouveaux contrats de location et renouvellements de contrats de location) des secteurs Postes Canada, Purolator et Logistique, après paiements au titre de la location.
Prêts et emprunts	997	997	–	–	Il n'y a aucun écart.
Passifs au titre des prestations des régimes de retraite, des autres avantages postérieurs à l'emploi et des autres avantages à long terme	8 780	6 277	2 503	39,9	L'écart est principalement attribuable aux pertes de réévaluation découlant d'une réduction des taux d'actualisation, ce facteur ayant été en partie contrebalancé par les rendements favorables sur les placements.
Autres passifs	21	22	(1)	(3,1)	Il n'y a aucun écart important.
Total des passifs non courants	10 951	8 350	2 601	31,2	
Total des passifs	12 695	10 385	2 310	22,3	
CAPITAUX PROPRES					
Capital d'apport	1 155	1 155	–	–	Il n'y a aucun écart.
Cumul des autres éléments du résultat global	73	43	30	71,0	L'écart s'explique principalement par les profits latents sur les titres réservés à l'égard des prestations des régimes de soins dentaires, d'assurance vie temporaire et de prestations de décès du secteur Postes Canada.
Déficit accumulé	(3 149)	(1 408)	(1 741)	(123,9)	L'écart est principalement attribuable aux pertes de réévaluation du secteur Postes Canada.
Capitaux du Canada	(1 921)	(210)	(1 711)	(820,6)	
Participations ne donnant pas le contrôle	36	36	–	(1,9)	
Total des capitaux propres	(1 885)	(174)	(1 711)	(991,6)	
Total des passifs et des capitaux propres	10 810	10 211	599	5,9	

8 Risques et gestion des risques

Examen des principaux risques et incertitudes propres à nos activités et de notre approche pour gérer les risques

La direction prend en considération les risques et les possibilités à tous les niveaux de prise de décision et a mis en œuvre une approche rigoureuse en matière de gestion du risque d'entreprise. Lorsque cela convenait, Postes Canada a constitué des provisions relativement à certaines des réclamations suivantes. Si l'issue de ces réclamations devait différer des évaluations et des hypothèses de la direction, un ajustement considérable de la situation financière de la Société et de ses résultats d'exploitation pourrait survenir ultérieurement.

Conventions collectives

Au cours du troisième trimestre de 2019, le processus d'arbitrage s'est poursuivi entre Postes Canada et l'agent de négociation du Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes (STTP), qui représente les employés visés par deux conventions collectives distinctes (Exploitation postale urbaine et Factrices et facteurs ruraux et suburbains). Le STTP est le plus important syndicat de Postes Canada : il représente plus de 40 000 employés. L'objectif de la Société pendant tout processus de négociations collectives est d'établir un cadre de travail pour la croissance, tout en protégeant son autonomie financière d'une façon qui permet d'offrir des conditions de travail justes et raisonnables à ses employés et un service à la population canadienne.

Plainte de disparité salariale de l'ACMPA

Le 12 mai 2019, l'Association canadienne des maîtres de poste et adjoints (ACMPA) et Postes Canada sont parvenues à un accord relativement à la plainte déposée par l'ACMPA en vertu de la *Loi canadienne sur les droits de la personne*, qui alléguait qu'il y avait eu une discrimination salariale fondée sur le sexe au cours de la période allant de 1992 à 1997. L'accord a par la suite été approuvé par la Commission canadienne des droits de la personne. Un comité de mise en œuvre réunissant des représentants de Postes Canada et de l'ACMPA a été mis sur pied, et la mise en application du règlement convenu est en cours.

Obligation en matière de santé et sécurité au travail aux termes du Code canadien du travail – Points de remise à Burlington

La Cour d'appel fédérale a rétabli l'instruction initiale d'un agent de santé et sécurité d'Emploi et Développement social Canada obligeant Postes Canada à procéder annuellement à une inspection de santé et de sécurité de tous les points de remise visés qui sont situés à Burlington, en Ontario. Bien que l'ordonnance prononcée vise uniquement les points de remise situés à Burlington, la logique voudrait que le même raisonnement s'applique à tous les points de remise du Canada. La Cour suprême du Canada a entendu l'appel de la décision de la Cour d'appel de l'Ontario le 10 décembre 2018 et doit rendre sa décision en 2019.

Recours collectif concernant le régime d'assurance médicaments des employés et retraités de Postes Canada au Québec

En juin 2017, la Cour supérieure du Québec a autorisé l'exercice d'un recours collectif contre la Société. La poursuite allègue que la quote-part payée par certains travailleurs et retraités de la Société dans la province de Québec pour des médicaments d'ordonnance aux termes du régime d'assurance médicaments de Postes Canada depuis le mois de juillet 2013 excéderait le plafond annuel fixé en vertu de la *Loi sur l'assurance médicaments* du Québec. En essence, le représentant des plaignants du recours collectif demande que Postes Canada se soumette aux dispositions de cette loi stipulant les contributions maximales et souhaite obtenir le remboursement, pour tous les membres du recours collectif, des montants payés depuis le mois de juillet 2013 en excédent des contributions maximales prévues. Le dossier suit son cours. Le procès, dont la date de début n'a pas encore été fixée par le tribunal, devrait avoir lieu en 2020. Il est impossible pour le moment de déterminer l'issue de ce recours collectif.

9 Estimations comptables critiques et faits nouveaux concernant les méthodes comptables

Examen des estimations comptables critiques et des changements de méthodes comptables en 2019 et dans les exercices ultérieurs

9.1 Estimations comptables critiques et incertitudes relatives aux estimations

L'établissement des états financiers intermédiaires de la Société exige que la direction se fonde sur l'information dont elle dispose afin de porter des jugements, faire des estimations et poser des hypothèses qui sont complexes et subjectifs et qui influent sur les valeurs comptables et les informations présentées dans ces états financiers intermédiaires et les notes afférentes. Les résultats réels pourraient différer de ces jugements, estimations et hypothèses. Il est raisonnablement possible que les réévaluations faites à court terme, par la direction, de ces jugements, estimations et hypothèses ainsi que d'autres estimations et hypothèses, conjuguées aux résultats réels, entraînent une modification importante des valeurs comptables et des informations présentées dans les états financiers consolidés des périodes futures.

Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont révisées régulièrement. Toute révision des estimations comptables est constatée dans la période au cours de laquelle les estimations sont révisées, si elle n'a de répercussions que sur cette période, ou dans la période au cours de laquelle les estimations sont révisées ainsi que dans les périodes futures, si les révisions ont une incidence sur la période considérée et sur les périodes futures.

Les estimations comptables critiques du Groupe d'entreprises demeurent essentiellement inchangées par rapport à celles de l'exercice précédent. D'autres renseignements sur ces estimations sont présentés dans le Rapport de gestion annuel de 2018, à la note 4 Estimations et jugements comptables critiques afférente aux états financiers consolidés de 2018 et à la note 4 afférente aux états financiers intermédiaires de la Société pour le premier trimestre, clos le 30 mars 2019.

9.2 Prises de position en comptabilité

a) Nouvelles normes, modifications ou interprétations

L'IASB et l'IFRS Interpretations Committee ont publié des prises de position dont l'application est obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2019. La norme décrite ci-après a été adoptée par le Groupe d'entreprises le 1^{er} janvier 2019.

IFRS 16, Contrats de location (IFRS 16) • À l'adoption de l'IFRS 16, entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2019, le Groupe d'entreprises a procédé à une application rétrospective intégrale en se prévalant de dispositions transitoires. Dans le cadre de l'application rétrospective intégrale, le Groupe d'entreprises a dû ajuster le solde d'ouverture des résultats non distribués au 1^{er} janvier 2018 ainsi que les autres montants comparatifs fournis pour chaque période antérieure présentée comme si l'IFRS 16 avait toujours été appliquée. Il s'agit d'un important changement de méthode comptable en raison du nombre de contrats de location auxquels le Groupe d'entreprises est partie.

L'incidence quantitative tient compte des éléments suivants :

- la comptabilisation, au 1^{er} janvier 2018, d'actifs au titre de droits d'utilisation de 944 millions de dollars et d'obligations locatives de 1 102 millions de dollars relativement à des contrats qui étaient précédemment classés comme étant des contrats de location simple aux termes de l'IAS 17 ainsi qu'à d'autres contrats qui ont été identifiés comme contenant un contrat de location aux termes de l'IFRS 16 et qui étaient précédemment passés en charges dans les autres charges d'exploitation;
- la comptabilisation au 1^{er} janvier 2018, dans les actifs au titre de droits d'utilisation, des véhicules et du matériel de production de 38 millions de dollars détenus aux termes de contrats de location-financement qui étaient précédemment comptabilisés dans les immobilisations corporelles de même que la présentation, dans les obligations locatives, de l'obligation locative de 41 millions de dollars au titre des contrats qui étaient précédemment classés comme étant des contrats de location-financement aux termes de l'IAS 17, obligation qui était précédemment présentée dans les prêts et emprunts;
- le retraitement de l'état du résultat global pour la période écoulée depuis le début de l'exercice, dont une diminution de 97 millions de dollars des autres charges d'exploitation attribuable au fait que les charges au titre des contrats de location simple seront remplacées par une dotation aux amortissements pour les actifs au titre de droits d'utilisation de 75 millions de dollars en vertu de l'IFRS 16 et une charge d'intérêts sur les obligations locatives de 26 millions de dollars, ce qui entraînera une augmentation nette de 6 millions de dollars de la perte avant impôt;
- une augmentation des sorties de trésorerie liées aux activités de financement, de 69 millions de dollars pour la période écoulée depuis le début de l'exercice, attribuable au fait que les paiements de principal seront présentés en tant que sorties de trésorerie liées aux activités de financement, alors que les paiements en vertu des contrats de location étaient présentés en tant que sorties de trésorerie liées aux activités d'exploitation aux termes de l'IAS 17.

b) Normes, modifications ou interprétations non encore entrées en vigueur

Au cours du troisième trimestre de 2019, ni l'IASB ni l'IFRS Interpretations Committee n'ont publié de nouvelles normes, modifications ou interprétations pouvant avoir une incidence future sur le Groupe d'entreprises. Les normes, modifications ou interprétations non encore entrées en vigueur sont présentées à la note 5 b) afférente aux états financiers consolidés annuels de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2018.

Notes de fin de texte

1. Les montants pour l'exercice 2018 ont été retraités à la suite de l'adoption de normes comptables nouvelles ou modifiées. Les montants pour l'exercice 2017 n'ont pas été retraités; par conséquent, ils pourraient ne pas être comparables aux montants de 2018. D'autres renseignements sont donnés à la section 9.2 Prises de position en comptabilité du présent rapport de gestion et à la note 3 Adoption de Normes internationales d'information financière nouvelles ou révisées afférente aux états financiers connexes.
2. Après ajustement en fonction du nombre de jours commerciaux (ouvrables) ou de journées payées, le cas échéant.

Responsabilité de la direction à l'égard de l'information financière intermédiaire

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés résumés intermédiaires (états financiers intermédiaires) conformément à la *Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État* du Conseil du Trésor du Canada et à la Norme comptable internationale (IAS) 34, *Information financière intermédiaire*, ainsi que des contrôles internes qu'elle considère comme nécessaires pour permettre la préparation d'états financiers intermédiaires exempts d'anomalies significatives. La direction veille aussi à ce que tous les autres renseignements fournis dans ce rapport financier trimestriel concordent, s'il y a lieu, avec les états financiers intermédiaires.

À notre connaissance, ces états financiers intermédiaires non audités donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière, de la performance financière et des flux de trésorerie de la Société, à la date et pour les périodes visées dans les états financiers intermédiaires.

Le président-directeur général,



Le 21 novembre 2019

Le chef des finances,



État consolidé résumé intermédiaire de la situation financière

Aux (non audité – en millions de dollars canadiens)	Notes	28 septembre 2019	31 décembre 2018 (retraité – note 3)	1 ^{er} janvier 2018 (retraité – note 3)
Actifs				
Actifs courants				
Trésorerie et équivalents de trésorerie		1 471 \$	1 421 \$	1 503 \$
Titres négociables		1 154	1 338	821
Clients et autres débiteurs		898	979	946
Autres actifs	4	233	103	125
Total des actifs courants		3 756	3 841	3 395
Actifs non courants				
Titres négociables		49	132	–
Immobilisations corporelles	5	2 790	2 687	2 589
Immobilisations incorporelles	5	121	106	119
Actifs au titre de droits d'utilisation	5	1 081	982	944
Titres réservés		553	495	526
Actifs au titre des prestations des régimes de retraite	6	49	95	116
Actifs d'impôt différé		2 213	1 680	1 605
Écart d'acquisition	9	130	130	130
Autres actifs	4	68	63	11
Total des actifs non courants		7 054	6 370	6 040
Total des actifs		10 810 \$	10 211 \$	9 435 \$
Passifs et capitaux propres				
Passifs courants				
Fournisseurs et autres créditeurs		536 \$	648 \$	579 \$
Salaires et avantages à payer et provisions connexes		827	988	600
Provisions		57	61	77
Impôt à payer		–	8	38
Produits différés		144	153	135
Obligations locatives	7	113	109	106
Passifs au titre des autres avantages à long terme	6	67	68	63
Total des passifs courants		1 744	2 035	1 598
Passifs non courants				
Obligations locatives	7	1 153	1 054	996
Prêts et emprunts	7	997	997	997
Passifs au titre des prestations des régimes de retraite, des autres avantages postérieurs à l'emploi et des autres avantages à long terme	6	8 780	6 277	6 297
Autres passifs		21	22	23
Total des passifs non courants		10 951	8 350	8 313
Total des passifs		12 695	10 385	9 911
Capitaux propres				
Capital d'apport		1 155	1 155	1 155
Cumul des autres éléments du résultat global	8	73	43	54
Déficit accumulé		(3 149)	(1 408)	(1 713)
Capitaux du Canada		(1 921)	(210)	(504)
Participations ne donnant pas le contrôle		36	36	28
Total des capitaux propres		(1 885)	(174)	(476)
Total des passifs et des capitaux propres		10 810 \$	10 211 \$	9 435 \$
Passifs éventuels	11			

Les notes afférentes aux états financiers font partie intégrante de ces états financiers consolidés résumés intermédiaires.

État consolidé résumé intermédiaire du résultat global

Périodes de	Notes	13 semaines closes les		39 semaines closes les	
		28 septembre 2019	29 septembre 2018 (retraité – note 3)	28 septembre 2019	29 septembre 2018 (retraité – note 3)
(non audité – en millions de dollars canadiens)					
Produits d'exploitation	16	2 045 \$	2 062 \$	6 392 \$	6 365 \$
Charges d'exploitation					
Main-d'œuvre		1 061	1 088	3 199	3 181
Avantages du personnel		379	373	1 156	1 314
		1 440	1 461	4 355	4 495
Autres charges d'exploitation	13	577	551	1 735	1 682
Amortissement	5	109	101	320	308
Total des charges d'exploitation		2 126	2 113	6 410	6 485
Résultat d'exploitation		(81)	(51)	(18)	(120)
Produits (charges) liés aux activités d'investissement et de financement					
Produits de placement et autres produits	14	18	25	52	44
Charges financières et autres charges	14	(24)	(23)	(71)	(70)
Charges nettes liées aux activités d'investissement et de financement		(6)	2	(19)	(26)
Résultat avant impôt		(87)	(49)	(37)	(146)
Recouvrement d'impôt sur le résultat		(22)	(12)	(10)	(34)
Résultat net		(65) \$	(37) \$	(27) \$	(112) \$
Autres éléments du résultat global					
Éléments qui sont susceptibles d'être reclassés ultérieurement en résultat net					
Variation de la juste valeur latente des actifs financiers		4 \$	(12) \$	37 \$	(16) \$
Écart de conversion		–	(1)	–	–
Ajustement de reclassement au titre des profits comptabilisés en résultat net		–	–	(7)	–
Éléments qui ne seront jamais reclassés en résultat net					
Réévaluations des régimes à prestations définies	6	63	625	(1 714)	1 393
Autres éléments du résultat global	8	67	612	(1 684)	1 377
Résultat global		2 \$	575 \$	(1 711) \$	1 265 \$
Résultat net attribuable au (aux) :					
Gouvernement du Canada		(67) \$	(40) \$	(33) \$	(118) \$
Participations ne donnant pas le contrôle		2	3	6	6
		(65) \$	(37) \$	(27) \$	(112) \$
Résultat global attribuable au (aux) :					
Gouvernement du Canada		(1) \$	571 \$	(1 711) \$	1 255 \$
Participations ne donnant pas le contrôle		3	4	–	10
		2 \$	575 \$	(1 711) \$	1 265 \$

Les notes afférentes aux états financiers font partie intégrante de ces états financiers consolidés résumés intermédiaires.

État consolidé résumé intermédiaire des variations des capitaux propres

Période de 13 semaines close le 28 septembre 2019 (non audité – en millions de dollars canadiens)	Capital d'apport	Cumul des autres éléments du résultat global	Déficit accumulé	Capitaux du Canada	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
Solde au 29 juin 2019	1 155 \$	69 \$	(3 144) \$	(1 920) \$	33 \$	(1 887) \$
Résultat net	–	–	(67)	(67)	2	(65)
Autres éléments du résultat global	–	4	62	66	1	67
Résultat global	–	4	(5)	(1)	3	2
Solde au 28 septembre 2019	1 155 \$	73 \$	(3 149) \$	(1 921) \$	36 \$	(1 885) \$

Période de 13 semaines close le 29 septembre 2018 (non audité – en millions de dollars canadiens)	Capital d'apport	Cumul des autres éléments du résultat global	Déficit accumulé	Capitaux du Canada	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
Solde au 30 juin 2018, montant présenté précédemment	1 155 \$	51 \$	(921) \$	285 \$	38 \$	323 \$
Incidence de l'adoption des nouvelles normes (note 3)	–	–	(105)	(105)	(4)	(109)
Solde retraité au 30 juin 2018	1 155	51	(1 026)	180	34	214
Résultat net	–	–	(40)	(40)	3	(37)
Autres éléments du résultat global	–	(13)	624	611	1	612
Résultat global	–	(13)	584	571	4	575
Solde au 29 septembre 2018	1 155 \$	38 \$	(442) \$	751 \$	38 \$	789 \$

Période de 39 semaines close le 28 septembre 2019 (non audité – en millions de dollars canadiens)	Capital d'apport	Cumul des autres éléments du résultat global	Déficit accumulé	Capitaux du Canada	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
Solde au 31 décembre 2018, montant présenté précédemment	1 155 \$	43 \$	(1 300) \$	(102) \$	40 \$	(62) \$
Incidence de l'adoption des nouvelles normes (note 3)	–	–	(108)	(108)	(4)	(112)
Solde retraité au 31 décembre 2018	1 155	43	(1 408)	(210)	36	(174)
Résultat net	–	–	(33)	(33)	6	(27)
Autres éléments du résultat global (note 8)	–	30	(1 708)	(1 678)	(6)	(1 684)
Résultat global	–	30	(1 741)	(1 711)	–	(1 711)
Solde au 28 septembre 2019	1 155 \$	73 \$	(3 149) \$	(1 921) \$	36 \$	(1 885) \$

Période de 39 semaines close le 29 septembre 2018 (non audité – en millions de dollars canadiens)	Capital d'apport	Cumul des autres éléments du résultat global	Déficit accumulé	Capitaux du Canada	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
Solde au 31 décembre 2017, montant présenté précédemment	1 155 \$	54 \$	(1 611) \$	(402) \$	32 \$	(370) \$
Incidence de l'adoption des nouvelles normes (note 3)	–	–	(102)	(102)	(4)	(106)
Solde à l'ouverture de l'exercice, montant retraité	1 155	54	(1 713)	(504)	28	(476)
Résultat net	–	–	(118)	(118)	6	(112)
Autres éléments du résultat global (note 8)	–	(16)	1 389	1 373	4	1 377
Résultat global	–	(16)	1 271	1 255	10	1 265
Solde au 29 septembre 2018	1 155 \$	38 \$	(442) \$	751 \$	38 \$	789 \$

Les notes afférentes aux états financiers font partie intégrante de ces états financiers consolidés résumés intermédiaires.

État consolidé résumé intermédiaire des flux de trésorerie

Périodes de	13 semaines closes les		39 semaines closes les		
	Notes	28 septembre 2019	29 septembre 2018 (retraité – note 3)	28 septembre 2019	29 septembre 2018 (retraité – note 3)
(non audité – en millions de dollars canadiens)					
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation					
Résultat net		(65) \$	(37) \$	(27) \$	(112) \$
Ajustements visant à rapprocher le résultat net et les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation :					
Amortissement	5	109	101	320	308
Charges au titre des prestations des régimes de retraite, des autres avantages postérieurs à l'emploi et des autres avantages à long terme	6	239	231	697	892
Paiements effectués au titre des prestations des régimes de retraite, des autres avantages postérieurs à l'emploi et des autres avantages à long terme	6	(155)	(131)	(436)	(397)
Perte (profit) sur la vente d'immobilisations et d'actifs détenus en vue de la vente	14	–	2	(1)	4
Recouvrement d'impôt sur le résultat		(22)	(12)	(10)	(34)
Charges d'intérêts nettes	14	6	6	13	24
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement lié aux activités d'exploitation :					
Diminution des clients et autres débiteurs		26	85	83	93
(Diminution) augmentation des fournisseurs et autres créditeurs		(1)	20	(100)	(44)
Augmentation (diminution) des salaires et avantages à payer et provisions connexes		41	147	(164)	242
Augmentation (diminution) des provisions		2	(2)	(2)	21
Variation nette d'autres éléments hors trésorerie du fonds de roulement lié aux activités d'exploitation		5	(5)	(59)	(11)
Autres produits sans effet sur la trésorerie, montant net		(4)	(5)	(20)	(16)
Entrées de trésorerie liées aux activités d'exploitation avant intérêts et impôt		181	400	294	970
Intérêts perçus		17	12	58	39
Intérêts payés		(30)	(29)	(71)	(69)
Impôts reçus (payés)		49	(43)	(48)	(166)
Entrées de trésorerie liées aux activités d'exploitation		217	340	233	774
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement					
Acquisition de titres		(426)	(371)	(1 442)	(1 394)
Produit de la vente de titres		602	312	1 697	985
Acquisition d'immobilisations		(122)	(120)	(349)	(233)
Autres activités d'investissement, montant net		–	2	(7)	(42)
Entrées (sorties) de trésorerie liées aux activités d'investissement		54	(177)	(101)	(684)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement					
Remboursements d'obligations locatives, après déduction du produit de sous-location		(26)	(26)	(81)	(78)
Autres activités de financement, montant net		–	–	–	–
Sorties de trésorerie liées aux activités de financement		(26)	(26)	(81)	(78)
Augmentation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie					
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de la période		1 226	1 380	1 421	1 503
Effet des variations des taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie		–	–	(1)	2
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de la période		1 471 \$	1 517 \$	1 471 \$	1 517 \$

Les notes afférentes aux états financiers font partie intégrante de ces états financiers consolidés résumés intermédiaires.

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires

Pour les périodes de 13 et de 39 semaines closes le 28 septembre 2019
(non audités – en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

1 Constitution, activités et instructions

Établie en 1981 par la *Loi sur la Société canadienne des postes*, la Société canadienne des postes (la Société) est une société d'État qui figure à la partie I de l'annexe III de la *Loi sur la gestion des finances publiques* et elle est mandataire de Sa Majesté. Son siège social est situé au 2701, promenade Riverside, Ottawa (Ontario), au Canada.

La Société exploite un service postal de collecte, de transmission et de livraison de messages, de renseignements, de fonds ou de marchandises au pays ainsi qu'entre le Canada et l'étranger. Tout en assurant l'essentiel du service postal de base, la Société doit, en vertu de la *Loi sur la Société canadienne des postes*, exécuter sa mission en veillant à l'autofinancement de son exploitation dans des conditions de normes de service adaptées aux besoins de la population du Canada et comparables pour des collectivités de même importance.

La *Loi sur la Société canadienne des postes* donne à la Société l'exclusivité (à quelques exceptions près) de la collecte et de la transmission des lettres, et de leur livraison aux destinataires au Canada. La Société est également assujettie à des instructions émises en vertu de l'article 89 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, comme l'indique la note 1 afférente aux états financiers consolidés annuels de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2018. L'état de ces instructions demeure inchangé.

2 Règles de présentation

Déclaration de conformité • La Société a établi ses états financiers consolidés résumés intermédiaires (états financiers intermédiaires) conformément à l'IAS 34, *Information financière intermédiaire*. Conformément aux dispositions de cette norme, les états financiers consolidés résumés intermédiaires ne présentent pas toutes les informations qui doivent être fournies dans des états financiers consolidés annuels. Ils doivent donc être lus en parallèle avec les états financiers consolidés audités de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2018. Les présents états financiers intermédiaires ont été préparés selon les Normes internationales d'information financière (IFRS) publiées et en vigueur à la date de clôture. Le Conseil d'administration a approuvé les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires et en a autorisé la publication le 21 novembre 2019.

Règles de présentation • Les présents états financiers intermédiaires ont été établis au coût historique, sauf pour les cas autorisés par les IFRS et lorsque les notes indiquent qu'une autre méthode a été appliquée. Même si la date de clôture de l'exercice de la Société, qui est le 31 décembre, coïncide avec la fin de l'année civile, les dates de clôture des trimestres de la Société ne correspondent pas nécessairement aux trimestres de l'année civile. De fait, les trimestres financiers de la Société ont 13 semaines. Les montants sont présentés en millions de dollars, sauf indication contraire.

Monnaie fonctionnelle et monnaie de présentation • Les présents états financiers intermédiaires sont présentés en dollars canadiens. Le dollar canadien est la monnaie fonctionnelle de la Société.

Principales méthodes comptables • Les principales méthodes comptables utilisées aux fins des présents états financiers intermédiaires sont énoncées à la note 3 afférente aux états financiers consolidés annuels de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2018, sauf pour ce qui est de l'application des nouvelles normes, des modifications et des interprétations entrées en vigueur le 1^{er} janvier 2019, dont il est question à la note 3 afférente aux états financiers intermédiaires de la Société pour le trimestre clos le 30 mars 2019. Les méthodes comptables ont été appliquées de la même manière pour toutes les périodes présentées.

Caractère saisonnier des activités • Le volume des opérations consolidées de la Société varie au cours d'un même exercice, les pics de demande ayant lieu pendant les Fêtes de fin d'année au cours du quatrième trimestre. Pendant les trois premiers trimestres de l'exercice, la demande baisse généralement de manière constante et les creux ont habituellement lieu pendant les mois d'été du troisième trimestre. Les opérations consolidées prennent en compte des coûts fixes importants qui ne varient pas à court terme en fonction des fluctuations de la demande de services.

Méthode de consolidation • Les présents états financiers intermédiaires comprennent les comptes de la Société et de ses filiales : Les Investissements Purolator Ltée (Purolator), Groupe SCI inc. (SCI) et Innovapost Inc. (Innovaposte). La Société, Purolator, SCI et Innovaposte sont désignées collectivement sous le nom de Groupe d'entreprises de Postes Canada ou de Groupe d'entreprises.

Estimations et jugements comptables critiques et sources principales d'incertitude relative aux estimations • L'établissement des états financiers intermédiaires de la Société exige que la direction porte des jugements, fasse des estimations et pose des hypothèses qui sont complexes et subjectifs, en se fondant sur l'information dont elle dispose, lesquels influent sur les valeurs comptables et les informations présentées dans ces états financiers intermédiaires et les notes afférentes. Les résultats réels pourraient différer de ces jugements, de ces estimations et de ces hypothèses. Il est raisonnablement possible que les réévaluations faites à court terme, par la direction, de ces jugements, de ces estimations et de ces hypothèses ainsi que d'autres estimations ou hypothèses, conjuguées aux résultats réels, entraînent une modification importante des valeurs comptables et des informations présentées dans les états financiers consolidés des périodes futures.

Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont révisées régulièrement. Toute révision des estimations comptables est constatée dans la période au cours de laquelle les estimations sont révisées, si elle n'a de répercussions que sur cette période, ou dans la période au cours de laquelle les estimations sont révisées ainsi que dans les périodes futures, si les révisions ont une incidence sur la période considérée et sur les périodes futures. Les jugements critiques et les sources principales d'incertitude relative aux estimations sont présentés dans la note 4 afférente aux états financiers consolidés annuels de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2018, sauf pour ce qui est de l'application des nouvelles normes, des modifications et des interprétations entrées en vigueur le 1^{er} janvier 2019, dont il est question à la note 4 afférente aux états financiers intermédiaires de la Société pour le trimestre clos le 30 mars 2019.

3 Adoption de normes internationales d'information financière nouvelles ou révisées

a) Nouvelles normes, modifications ou interprétations

L'International Accounting Standards Board (IASB) et l'IFRS Interpretations Committee ont publié des prises de position dont l'application est obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2019. La norme décrite ci-après a été adoptée par le Groupe d'entreprises le 1^{er} janvier 2019.

IFRS 16, Contrats de location (IFRS 16) • L'IASB a publié l'IFRS 16, mettant ainsi la touche finale à son projet d'amélioration de l'information financière à fournir en matière de contrats de location. Cette nouvelle norme, qui remplacera l'IAS 17, *Contrats de location* (IAS 17), et l'IFRIC 4, *Déterminer si un accord contient un contrat de location* (IFRIC 4), énonce les principes de comptabilisation, d'évaluation et de présentation des contrats de location, de même que les informations à fournir à leur sujet, et ce, pour les parties à un contrat. Pour les preneurs, l'IFRS 16 élimine l'exigence de classement des contrats de location en contrats de location-financement ou en contrats de location simple énoncée dans l'IAS 17 et exige la comptabilisation des actifs et des passifs liés à tous les contrats de location, sauf si la durée du contrat est inférieure à 12 mois ou si le bien sous-jacent est de faible valeur. L'IFRS 16 reprend en substance les exigences de comptabilisation pour le bailleur qui sont énoncées dans l'IAS 17, conservant l'exigence de classement des contrats de location en contrats de location-financement ou en contrats de location simple et l'exigence de comptabilisation des contrats de location selon leur classement.

a.1) Incidence globale de l'adoption • À l'adoption de l'IFRS 16, le Groupe d'entreprises a procédé à une application rétrospective intégrale en se prévalant de dispositions transitoires. Dans le cadre de l'application rétrospective intégrale, le Groupe d'entreprises a dû ajuster le solde d'ouverture des résultats non distribués au 1^{er} janvier 2018 ainsi que les autres montants comparatifs fournis pour chaque période antérieure présentée comme si l'IFRS 16 avait toujours été appliquée.

a.2) Définition d'un contrat de location • Le Groupe d'entreprises a procédé à un examen exhaustif de ses contrats existants afin de déterminer s'ils pouvaient contenir un contrat de location. Faisaient partie également de cet examen les contrats que le Groupe d'entreprises avait antérieurement identifiés comme étant des contrats de location aux termes de l'IAS 17 et de l'IFRIC 4 ainsi que ceux qu'il avait antérieurement identifiés comme ne contenant pas de contrats de location. Le Groupe d'entreprises a ensuite appliqué l'IFRS 16 à tous les contrats qu'il avait identifiés comme contenant un contrat de location. Pour déterminer si un contrat donné contenait ou non un contrat de location, les critères suivants ont été pris en considération : existence ou non d'un bien déterminé, existence ou non d'un droit permettant d'obtenir la quasi-totalité des avantages économiques découlant de l'utilisation du bien, existence ou non d'un droit permettant de décider comment et à quelle fin utiliser le bien, existence ou non d'un droit permettant d'exploiter le bien tout au long de la durée d'utilisation sans que le fournisseur puisse changer les consignes d'exploitation et existence ou non de consignes prédéterminant comment et à quelle fin le bien serait utilisé. Les contrats de location recensés au terme de cet examen exhaustif sont sensiblement les mêmes que ceux qui l'auraient été au moyen de l'ancienne définition, à l'exception de contrats de location identifiés visant des véhicules régis par certains accords avec des propriétaires-exploitants. Le Groupe d'entreprises applique la définition d'un contrat de location ainsi que les directives connexes prévues à l'IFRS 16 à tous les contrats qu'il a identifiés comme contenant un contrat de location, et ce, comme s'il avait toujours appliqué cette norme.

a.3) Incidence sur la comptabilisation par le preneur • En tant que preneur, le Groupe d'entreprises classait précédemment ses contrats de location comme étant soit des contrats de location simple soit des contrats de location-financement après avoir déterminé si la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété du bien sous-jacent lui était transférée aux termes de ces derniers. Conformément à l'IFRS 16, le Groupe d'entreprises :

- a comptabilisé à l'état intermédiaire de la situation financière des actifs au titre de droits d'utilisation et des obligations locatives, lesquels ont été évalués à la valeur actualisée des paiements locatifs futurs obtenue par application du taux d'emprunt marginal;
- a comptabilisé à l'état intermédiaire du résultat global une dotation aux amortissements pour les actifs au titre de droits d'utilisation et une charge d'intérêts sur les obligations locatives;
- a présenté séparément à l'état intermédiaire des flux de trésorerie le montant total des sorties de trésorerie se rapportant au principal (dans les activités de financement) et de celles se rapportant aux intérêts (dans les activités d'exploitation).

Le Groupe d'entreprises a appliqué les exemptions relatives à la comptabilisation aux biens de faible valeur (soit ceux ayant une valeur à l'état neuf d'au plus 5 000 \$, y compris des éléments tels que du matériel informatique ou de bureau) et aux contrats de location à court terme (soit ceux d'une durée d'au plus 12 mois pour toutes les catégories d'actifs au titre de droits d'utilisation). Les paiements au titre de tels contrats de location sont comptabilisés en charges sur la durée du contrat de location.

Les avantages incitatifs à la location, telles les périodes exemptes de loyer, sont comptabilisés à même le calcul des actifs au titre de droits d'utilisation et des obligations locatives. Aux termes de l'IAS 17, ils entraînaient la comptabilisation d'un passif au titre des avantages incitatifs à la location, lequel était amorti selon le mode linéaire par diminution de la charge locative. Aux termes de l'IFRS 16, les actifs au titre de droits d'utilisation font l'objet d'un test de dépréciation conformément à l'IAS 36, *Dépréciation d'actifs*, afin de remplacer l'exigence antérieure qui consistait à comptabiliser une provision pour contrats déficitaires.

a.4) Incidence sur la comptabilisation par le bailleur • Le Groupe d'entreprises continuera à classer les contrats de sous-location comme étant soit des contrats de location simple soit des contrats de location-financement après avoir réévalué leur nature dans le cadre de sa transition vers l'IFRS 16. Aux termes de l'IFRS 16, ce classement porte sur l'actif au titre du droit d'utilisation plutôt que sur le bien sous-jacent. L'approche en matière de comptabilisation par le bailleur est par ailleurs demeurée essentiellement inchangée par rapport à celle de l'IAS 17. Le Groupe d'entreprises continuera à constater les produits tirés de la sous-location aux termes de contrats classés comme étant des contrats de location simple en diminution des autres charges d'exploitation, tandis que tout produit tiré de la sous-location aux termes de contrats classés comme étant des contrats de location-financement sera comptabilisé au titre des produits de placement et autres produits.

L'incidence globale de ces changements sur la situation financière et le résultat global se présente comme suit :

État consolidé de la situation financière

Au 1 ^{er} janvier 2018 (en millions)	Montant présenté précédemment	Incidence de l'IFRS 16	Montant retraité
Autres actifs (courants)	126 \$	(1) \$	125 \$
Immobilisations corporelles	2 627	(38)	2 589
Actifs au titre de droits d'utilisation	–	944	944
Actifs d'impôt différé	1 568	37	1 605
Autres actifs (non courants)	7	4	11
Fournisseurs et autres créditeurs	583	(4)	579
Produits différés	138	(3)	135
Obligations locatives (courantes)	–	106	106
Prêts et emprunts (courants)	13	(13)	–
Obligations locatives (non courantes)	–	996	996
Prêts et emprunts (non courants)	1 025	(28)	997
Autres passifs (non courants)	25	(2)	23
Déficit accumulé	(1 611)	(102)	(1 713)
Participations ne donnant pas le contrôle	32	(4)	28

État consolidé de la situation financière

Au 31 décembre 2018 (en millions)	Montant présenté précédemment	Incidence de l'IFRS 16	Montant retraité
Autres actifs (courants)	102 \$	1 \$	103 \$
Immobilisations corporelles	2 709	(22)	2 687
Actifs au titre de droits d'utilisation	–	982	982
Actifs d'impôt différé	1 641	39	1 680
Autres actifs (non courants)	49	14	63
Fournisseurs et autres créditeurs	653	(5)	648
Produits différés	154	(1)	153
Obligations locatives (courantes)	–	109	109
Prêts et emprunts (courants)	12	(12)	–
Obligations locatives (non courantes)	–	1 054	1 054
Prêts et emprunts (non courants)	1 013	(16)	997
Autres passifs (non courants)	25	(3)	22
Déficit accumulé	(1 300)	(108)	(1 408)
Participations ne donnant pas le contrôle	40	(4)	36

État consolidé du résultat global

Pour la période de 13 semaines close le 29 septembre 2018 (en millions)	Montant présenté précédemment	Incidence de l'IFRS 16	Montant retraité
Produits d'exploitation	2 063 \$	(1) \$	2 062 \$
Autres charges d'exploitation	585	(34)	551
Amortissement	75	26	101
Charges financières et autres charges	(13)	(10)	(23)
Résultat avant impôt	(46)	(3)	(49)
Recouvrement d'impôt sur le résultat	(10)	(2)	(12)
Résultat net	(36)	(1)	(37)

État consolidé du résultat global

Pour la période de 39 semaines close le 29 septembre 2018 (en millions)	Montant présenté précédemment	Incidence de l'IFRS 16	Montant retraité
Produits d'exploitation	6 367 \$	(2) \$	6 365 \$
Autres charges d'exploitation	1 779	(97)	1 682
Amortissement	233	75	308
Charges financières et autres charges	(44)	(26)	(70)
Résultat avant impôt	(140)	(6)	(146)
Recouvrement d'impôt sur le résultat	(32)	(2)	(34)
Résultat net	(108)	(4)	(112)

État consolidé des flux de trésorerie

Pour la période de 13 semaines close le 29 septembre 2018 (en millions)	Montant présenté précédemment	Incidence de l'IFRS 16	Montant retraité
Entrées de trésorerie liées aux activités d'exploitation	317 \$	23 \$	340 \$
Sorties de trésorerie liées aux activités de financement	(3)	(23)	(26)

État consolidé des flux de trésorerie

Pour la période de 39 semaines close le 29 septembre 2018 (en millions)	Montant présenté précédemment	Incidence de l'IFRS 16	Montant retraité
Entrées de trésorerie liées aux activités d'exploitation	705 \$	69 \$	774 \$
Sorties de trésorerie liées aux activités de financement	(9)	(69)	(78)

L'incidence de l'adoption de l'IFRS 16 est incluse dans les notes 4, 7, 13, 14, 15 et 16, et les sous-totaux et totaux comparatifs obtenus à la suite du retraitement au titre de l'IFRS 16 sont présentés dans les états financiers consolidés retraités.

L'évaluation quantitative de l'incidence comptable tient compte des éléments suivants :

- une variation des autres actifs attribuable au fait qu'une charge locative payée d'avance comptabilisée aux termes de l'IAS 17 est désormais portée en diminution de l'obligation locative, ce qui est contrebalancé par la partie courante des contrats de sous-location classés comme étant des contrats de location-financement;
- la comptabilisation, désormais dans les actifs au titre de droits d'utilisation, des véhicules et du matériel des installations détenus aux termes de contrats de location-financement qui étaient précédemment comptabilisés dans les immobilisations corporelles de même que la présentation, désormais dans les obligations locatives, de l'obligation locative au titre des contrats qui étaient précédemment classés comme étant des contrats de location-financement aux termes de l'IAS 17 et présentés dans les prêts et emprunts;
- la comptabilisation d'actifs au titre de droits d'utilisation relativement à des contrats de location qui étaient précédemment classés comme étant des contrats de location simple aux termes de l'IAS 17 ainsi qu'à d'autres contrats qui ont été identifiés comme contenant un contrat de location aux termes de l'IFRS 16 et qui étaient précédemment passés en charges dans les autres charges d'exploitation;
- une augmentation des autres actifs non courants attribuable au fait que les contrats de sous-location classés comme étant des contrats de location-financement sont comptabilisés;
- une augmentation des obligations locatives courantes et non courantes attribuable au fait que tous les paiements au titre de la location sont désormais comptabilisés comme un passif financier représentant l'obligation d'effectuer des paiements futurs au titre de la location;
- une diminution du résultat net avant impôt attribuable au fait que la charge locative (comptabilisée dans les autres charges d'exploitation) est remplacée par une dotation aux amortissements pour les actifs au titre de droits d'utilisation et par une charge d'intérêts sur les obligations locatives;
- une augmentation des entrées de trésorerie liées aux activités d'exploitation et des sorties de trésorerie liées aux activités de financement attribuable au fait que les remboursements sur le principal des obligations locatives doivent être présentés en tant que sorties de trésorerie liées aux activités de financement aux termes de l'IFRS 16, alors que les paiements au titre de la location étaient présentés en tant que sorties de trésorerie liées aux activités d'exploitation aux termes de l'IAS 17.

Le ministre des Finances examine et approuve le financement des activités des sociétés d'État et fournit les approbations nécessaires aux emprunts qu'elles effectuent. L'application de l'IFRS 16 entraîne la comptabilisation des transactions de location qui représentent un engagement financier significatif à long terme dont la série de paiements ressemble à une obligation au titre d'une dette à long terme; de ce fait, elles sont réputées être des emprunts. En conséquence, le gouverneur en conseil a approuvé les modifications au paragraphe 10 b) du *Règlement général de 1995 sur les sociétés d'État* apportées en vertu de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, qui déterminent le seuil au-delà duquel il est nécessaire d'obtenir l'approbation du ministre des Finances pour la durée et les conditions d'une transaction de location. Dans le cas des contrats de location, le nouveau seuil réglementaire au-delà duquel il est nécessaire d'obtenir l'approbation du ministre des Finances correspond à la moindre des valeurs suivantes : 5 % de l'actif total de la Société ou 10 millions de dollars. Le montant global d'emprunt autorisé de la Société de 2,5 milliards de dollars prévu par la *Loi de crédits n° 4 pour 2009-2010* demeure inchangé et n'est pas touché par la transition à l'IFRS 16.

b) Normes, modifications ou interprétations non encore entrées en vigueur

Au cours du trimestre écoulé, ni l'IASB ni l'IFRS Interpretations Committee n'ont publié de nouvelles normes, modifications ou interprétations pouvant avoir une incidence future sur le Groupe d'entreprises. Les normes, modifications ou interprétations non encore entrées en vigueur sont présentées à la note 5 b) afférente aux états financiers consolidés annuels de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2018.

4 Autres actifs

Aux (en millions)	28 septembre 2019	31 décembre 2018 (retraité – note 3)
Impôt à recevoir	85 \$	5 \$
Charges payées d'avance	148	98
Actifs détenus en vue de la vente	1	1
Créances au titre de contrats de location-financement	15	19
Autres débiteurs	52	43
Total des autres actifs	301 \$	166 \$
Autres actifs courants	233 \$	103 \$
Autres actifs non courants	68	63

Le tableau qui suit présente les paiements non actualisés au titre de la location devant être reçus annuellement pour chacune des périodes indiquées.

Aux (en millions)	28 septembre 2019	31 décembre 2018 (retraité – note 3)
Flux de trésorerie contractuels non actualisés		
Moins d'un an	5 \$	5 \$
D'un an à cinq ans	10	14
Total des créances non actualisées au titre des contrats de location-financement	15 \$	19 \$

5 Immobilisations

a) Immobilisations corporelles

(en millions)	Terrains	Bâtiments	Améliorations locatives	Matériel des installations	Véhicules	Comptoirs de vente, mobilier et matériel de bureau	Autre matériel	Actifs en cours de développement	Total
Coût									
Solde retraité au 31 décembre 2018	347 \$	2 138 \$	318 \$	1 177 \$	503 \$	354 \$	1 058 \$	103 \$	5 998 \$
Entrées	15	39	21	27	61	17	62	64	306
Reclassement comme actifs détenus en vue de la vente	–	(2)	–	–	–	–	–	–	(2)
Mises hors service	–	–	(1)	(7)	(2)	–	(2)	–	(12)
Transferts	–	19	2	2	–	3	33	(59)	–
28 septembre 2019	362 \$	2 194 \$	340 \$	1 199 \$	562 \$	374 \$	1 151 \$	108 \$	6 290 \$
Cumul des amortissements									
Solde retraité au 31 décembre 2018	– \$	1 171 \$	241 \$	723 \$	317 \$	275 \$	584 \$	– \$	3 311 \$
Amortissement	–	45	12	54	34	22	35	–	202
Reclassement comme actifs détenus en vue de la vente	–	(2)	–	–	–	–	–	–	(2)
Mises hors service	–	–	(1)	(6)	(2)	–	(2)	–	(11)
28 septembre 2019	– \$	1 214 \$	252 \$	771 \$	349 \$	297 \$	617 \$	– \$	3 500 \$
Valeur comptable									
Solde retraité au 31 décembre 2018	347 \$	967 \$	77 \$	454 \$	186 \$	79 \$	474 \$	103 \$	2 687 \$
28 septembre 2019	362 \$	980 \$	88 \$	428 \$	213 \$	77 \$	534 \$	108 \$	2 790 \$

b) Immobilisations incorporelles

(en millions)	Logiciels	Logiciels en cours de développement	Contrats de service et relations clients	Total
Coût				
31 décembre 2018	818 \$	9 \$	23 \$	850 \$
Entrées	5	41	–	46
Transferts	2	(2)	–	–
28 septembre 2019	825 \$	48 \$	23 \$	896 \$
Cumul des amortissements				
31 décembre 2018	722 \$	– \$	22 \$	744 \$
Amortissement	31	–	–	31
28 septembre 2019	753 \$	– \$	22 \$	775 \$
Valeur comptable				
31 décembre 2018	96 \$	9 \$	1 \$	106 \$
28 septembre 2019	72 \$	48 \$	1 \$	121 \$

c) Actifs au titre de droits d'utilisation

(en millions)	Terrains	Immeubles (contrats de location bruts)	Immeubles (contrats de location nets)	Véhicules	Matériel des installations	Total
Valeur comptable						
Solde retraité au 31 décembre 2018	118 \$	230 \$	597 \$	34 \$	3 \$	982 \$
Entrées	–	49	135	1	1	186
Amortissement	(2)	(19)	(54)	(10)	(2)	(87)
28 septembre 2019	116 \$	260 \$	678 \$	25 \$	2 \$	1 081 \$

6 Régimes de retraite, des autres avantages postérieurs à l'emploi et des autres avantages à long terme**a) Passif net au titre des prestations définies**

Le passif net au titre des prestations définies comptabilisé et présenté à l'état intermédiaire de la situation financière se présente comme suit :

Aux (en millions)	28 septembre 2019	31 décembre 2018
Actifs au titre des prestations des régimes de retraite	49 \$	95 \$
Passifs au titre des prestations des régimes de retraite	4 631 \$	2 701 \$
Passifs au titre des autres avantages postérieurs à l'emploi et des autres avantages à long terme	4 216	3 644
Total des passifs au titre des prestations des régimes de retraite, des autres avantages postérieurs à l'emploi et des autres avantages à long terme	8 847 \$	6 345 \$
Partie courante des passifs au titre des autres avantages à long terme	67 \$	68 \$
Partie non courante des passifs au titre des prestations des régimes de retraite, des autres avantages postérieurs à l'emploi et des autres avantages à long terme	8 780 \$	6 277 \$

b) Coût des régimes à prestations définies et des régimes à cotisations définies

Les composantes du coût des régimes à prestations définies et des régimes à cotisations définies comptabilisées à l'état intermédiaire du résultat global se présentent comme suit :

Périodes de 13 semaines closes les (en millions)	28 septembre 2019			29 septembre 2018		
	Régimes de retraite	Autres régimes d'avantages	Total	Régimes de retraite	Autres régimes d'avantages	Total
Coût des services rendus au cours de la période	132 \$	30 \$	162 \$	142 \$	31 \$	173 \$
Coût financier	270	35	305	259	35	294
Produit d'intérêts généré par les actifs des régimes	(244)	–	(244)	(235)	–	(235)
Pertes actuarielles ¹	–	–	–	–	3	3
Modifications de régimes	–	8	8	(13)	3	(10)
Autres frais administratifs	3	–	3	4	–	4
Charge au titre des prestations définies	161	73	234	157	72	229
Charge au titre des cotisations définies	5	–	5	2	–	2
Charge totale	166	73	239	159	72	231
Rendement des titres réservés	–	(4)	(4)	–	(5)	(5)
Composante incluse dans la charge au titre des avantages du personnel	166 \$	69 \$	235 \$	159 \$	67 \$	226 \$
(Profits) pertes de réévaluation :						
(Rendement) perte des actifs des régimes, à l'exclusion du produit d'intérêts généré par les actifs des régimes	(193) \$	– \$	(193) \$	137 \$	– \$	137 \$
(Profits actuariels) pertes actuarielles	59	48	107	(895)	(77)	(972)
Composante incluse dans les autres éléments du résultat global^{2,3}	(134) \$	48 \$	(86) \$	(758) \$	(77) \$	(835) \$

1. La réévaluation des régimes des autres avantages à long terme est comptabilisée en résultat net pour la période au cours de laquelle elle se produit.

2. Les montants présentés dans ce tableau excluent un recouvrement d'impôt de 23 millions de dollars pour la période de 13 semaines close le 28 septembre 2019 (recouvrement d'impôt de 210 millions de dollars au 29 septembre 2018).

3. Les taux d'actualisation utilisés pour évaluer les régimes de retraite et les autres régimes d'avantages du secteur Postes Canada au 28 septembre 2019 se chiffrent tous deux à 3,0 %, comparativement à 3,0 % et à 3,1 % au 29 juin 2019. Les taux d'actualisation utilisés pour évaluer les régimes de retraite et les autres régimes d'avantages du secteur Postes Canada au 29 septembre 2018 se chiffraient à 3,9 % et à 4,0 %, comparativement à 3,7 % et à 3,8 % au 30 juin 2018.

Périodes de 39 semaines closes les	28 septembre 2019			29 septembre 2018		
	Régimes de retraite	Autres régimes d'avantages	Total	Régimes de retraite	Autres régimes d'avantages	Total
Coût des services rendus au cours de la période	395 \$	87 \$	482 \$	417 \$	88 \$	505 \$
Coût financier	806	105	911	771	105	876
Produit d'intérêts généré par les actifs des régimes	(731)	–	(731)	(705)	–	(705)
Pertes actuarielles ¹	–	–	–	–	3	3
Modifications de régimes	–	8	8	164	26	190
Autres frais administratifs	10	–	10	11	–	11
Charge au titre des prestations définies	480	200	680	658	222	880
Charge au titre des cotisations définies	17	–	17	12	–	12
Charge totale	497	200	697	670	222	892
Rendement des titres réservés	–	(19)	(19)	–	(14)	(14)
Composante incluse dans la charge au titre des avantages du personnel	497 \$	181 \$	678 \$	670 \$	208 \$	878 \$
(Profits) pertes de réévaluation :						
Rendement des actifs des régimes, à l'exclusion du produit d'intérêts généré par les actifs des régimes	(2 199) \$	– \$	(2 199) \$	(218) \$	– \$	(218) \$
(Profits actuariels) pertes actuarielles	3 993	493	4 486	(1 434)	(207)	(1 641)
Composante incluse dans les autres éléments du résultat global^{2,3}	1 794 \$	493 \$	2 287 \$	(1 652) \$	(207) \$	(1 859) \$

1. La réévaluation des régimes des autres avantages à long terme est comptabilisée en résultat net pour la période au cours de laquelle elle se produit.

2. Les montants présentés dans ce tableau excluent une charge d'impôt de 573 millions de dollars pour la période de 39 semaines close le 28 septembre 2019 (recouvrement d'impôt de 466 millions de dollars au 29 septembre 2018).

3. Les taux d'actualisation utilisés pour évaluer les régimes de retraite et les autres régimes d'avantages du secteur Postes Canada au 28 septembre 2019 se chiffrent tous deux à 3,0 %, comparativement à 3,8 % et à 3,9 % au 31 décembre 2018. Les taux d'actualisation utilisés pour évaluer les régimes de retraite et les autres régimes d'avantages du secteur Postes Canada au 29 septembre 2018 se chiffraient à 3,9 % et à 4,0 %, comparativement à 3,8 % et à 3,9 % au 31 décembre 2018.

Au cours du trimestre, les prestations pour la couverture des soins psychologiques dans le cadre du Régime de soins médicaux complémentaire ont augmenté, ce qui a entraîné une perte de 8 millions de dollars résultant des modifications au régime enregistrée dans le résultat net.

c) Total des paiements versés en espèces

Le total des paiements versés en espèces au titre des régimes de retraite, des autres avantages postérieurs à l'emploi et des autres avantages à long terme pour le Groupe d'entreprises se présente comme suit :

Périodes de	13 semaines closes les		39 semaines closes les	
	28 septembre 2019	29 septembre 2018	28 septembre 2019	29 septembre 2018
Prestations versées directement aux bénéficiaires au titre des régimes des autres avantages	40 \$	37 \$	121 \$	114 \$
Cotisations régulières de l'employeur aux régimes de retraite	90	79	249	231
Cotisations spéciales de l'employeur aux régimes de retraite	20	13	49	40
Paiements versés en espèces au titre des régimes à prestations définies	150	129	419	385
Cotisations aux régimes à cotisations définies	5	2	17	12
Total des paiements versés en espèces	155 \$	131 \$	436 \$	397 \$

Au cours du trimestre, des cotisations régulières rétroactives de 19 millions de dollars ont été effectuées relativement à la décision rendue sur l'équité salariale des FFRS. L'estimation du montant total des cotisations aux régimes de retraite à prestations définies en 2019 pour le Groupe d'entreprises n'a pas évolué de manière significative par rapport au montant présenté dans les états financiers consolidés audités de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2018.

7 Passifs financiers

a) Prêts et emprunts

Aux (en millions)	28 septembre 2019		31 décembre 2018 (retraité – note 3)	
	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable
Obligations, série 1, échéant en juillet 2040, portant intérêt à 4,36 %, payable semestriellement le 16 janvier et le 16 juillet	683 \$	498 \$	617 \$	498 \$
Obligations, série 2, échéant en juillet 2025, portant intérêt à 4,08 %, payable semestriellement le 16 janvier et le 16 juillet	566	499	553	499
Total des prêts et emprunts	1 249 \$	997 \$	1 170 \$	997 \$

b) Obligations locatives

Aux (en millions)	28 septembre 2019		31 décembre 2018 (retraité – note 3)	
	Analyse des échéances – obligations locatives (non actualisées)			
Moins d'un an		143 \$		133 \$
D'un an à cinq ans		498		460
Plus de cinq ans		1 038		974
Total		1 679 \$		1 567 \$
Obligations locatives comptabilisées à l'état de la situation financière (actualisées)				
		1 266 \$		1 163 \$
Obligations locatives courantes		113 \$		109 \$
Obligations locatives non courantes		1 153		1 054

Les montants présentés dans le tableau qui précède comprennent des paiements au titre de la location (obligations locatives non actualisées) totalisant 43 millions de dollars (27 millions de dollars au 31 décembre 2018) qui seront versés, dans le cours normal des activités, à des parties liées pour des locaux destinés aux services postaux et aux services de transport. Les contrats de location qui ne sont pas encore en vigueur, mais pour lesquels des engagements avaient été pris au 28 septembre 2019, prévoient des sorties de trésorerie futures de 26 millions de dollars qui n'ont pas été prises en compte dans l'évaluation de ces obligations locatives.

c) Variations des passifs attribuables aux activités de financement

(en millions)	31 décembre 2018 (retraité – note 3)	Paiements	Intérêts	Entrées (contrats de location nets)	28 septembre 2019
Obligations locatives	1 163 \$	(113) \$	29 \$	187 \$	1 266 \$

Les paiements au titre de la location versés à des parties liées pour la période de 39 semaines close le 28 septembre 2019 se sont élevés à 4 millions de dollars (4 millions de dollars pour la période de 39 semaines close le 29 septembre 2018).

8 Autres éléments du résultat global

Période de 39 semaines close le 28 septembre 2019 (en millions)	Éléments qui sont susceptibles d'être reclassés ultérieurement en résultat net			Élément qui ne sera jamais reclassé en résultat net	
	Variation de la juste valeur latente des actifs financiers	Cumul des écarts de conversion	Cumul des autres éléments du résultat global	Réévaluations des régimes à prestations définies	Autres éléments du résultat global
Solde cumulé au 31 décembre 2018	38 \$	5 \$	43 \$		
Profit (perte) de la période	40 \$	– \$	40 \$	(2 287) \$	(2 247) \$
Impôt sur le résultat	(10)	–	(10)	573	563
Montant net	30 \$	– \$	30 \$	(1 714) \$	(1 684) \$
Solde cumulé au 28 septembre 2019	68 \$	5 \$	73 \$		

Période de 39 semaines close le 29 septembre 2018 (en millions)	Éléments qui sont susceptibles d'être reclassés ultérieurement en résultat net			Élément qui ne sera jamais reclassé en résultat net	
	Variation de la juste valeur latente des actifs financiers	Cumul des écarts de conversion	Cumul des autres éléments du résultat global	Réévaluations des régimes à prestations définies	Autres éléments du résultat global
Solde cumulé au 31 décembre 2017	51 \$	3 \$	54 \$		
Profit (perte) de la période	(21) \$	– \$	(21) \$	1 859 \$	1 838 \$
Impôt sur le résultat	5	–	5	(466)	(461)
Montant net	(16) \$	– \$	(16) \$	1 393 \$	1 377 \$
Solde cumulé au 29 septembre 2018	35 \$	3 \$	38 \$		

9. Écart d'acquisition

L'écart d'acquisition a été réparti, lors de la comptabilisation initiale, entre deux unités génératrices de trésorerie qui correspondent au secteur Purolator et au secteur Logistique. La valeur comptable de l'écart d'acquisition pour ces secteurs s'établit comme suit :

Aux	28 septembre 2019			31 décembre 2018
	Secteur Purolator	Secteur Logistique	Total	Total
Solde à l'ouverture et à la clôture de la période	121 \$	9 \$	130 \$	130 \$

Test de dépréciation de l'écart d'acquisition

L'écart d'acquisition est soumis à un test de dépréciation une fois l'an, à la clôture du troisième trimestre pour le secteur Purolator et le secteur Logistique. La valeur recouvrable de chaque secteur est estimée en fonction de la valeur d'utilité, et il a été déterminé qu'elle était supérieure à la valeur comptable. Aucune perte de valeur n'a été comptabilisée à ce titre pour la période considérée ni pour la période comparative précédente.

Le calcul de la valeur d'utilité pour le secteur Purolator, qui est le seul à avoir un solde significatif, repose sur les hypothèses suivantes :

- Les flux de trésorerie futurs ont été actualisés pour déterminer la valeur d'utilité. Les flux de trésorerie étaient fondés sur le plan quinquennal de Purolator, qui concordait avec l'expérience passée et la manière dont Purolator était gérée. Les flux de trésorerie ont été établis par extrapolation en leur appliquant un taux de croissance à perpétuité de 2,5 % (2,5 % pour la période close le 29 septembre 2018), qui tenait compte à la fois des taux de croissance et d'inflation et qui constituait un taux acceptable compte tenu de l'information disponible et des normes en vigueur dans l'industrie au moment du test de dépréciation.
- Un taux d'actualisation avant impôt de 16,5 % (15 % pour la période close le 29 septembre 2018) a été appliqué pour calculer la valeur recouvrable de Purolator, qui était fondée sur le coût moyen pondéré du capital de Purolator.

10 Questions liées à la main-d'œuvre

La Société est impliquée dans un certain nombre de litiges portant sur l'équité salariale et des sujets connexes qu'ont intentés divers groupes syndicaux de Postes Canada. Aucun changement important n'a été apporté aux questions liées à la main-d'œuvre présentées à la note 15 afférente aux états financiers consolidés annuels de la Société pour l'exercice 2018, à l'exception de ce qui suit :

En 2012, l'Association canadienne des maîtres de poste et adjoints (ACMPA) a demandé la réactivation d'une plainte sur l'équité salariale déposée en 1992 que Postes Canada considérait comme ayant déjà été réglée. En 2014, un enquêteur de la Commission canadienne des droits de la personne a conclu que la période allant de 1992 à 1997 posait toujours problème. Ensuite, la Commission a renvoyé la question au Tribunal canadien des droits de la personne afin qu'il puisse statuer sur le fond de cette affaire. Le 12 mai 2019, Postes Canada et l'ACMPA ont conclu une entente, que la Commission a approuvée par la suite. Postes Canada et l'ACMPA ont mis sur pied un comité chargé de concrétiser le règlement convenu. L'implantation est en cours.

Pour le moment, la Société ne peut prévoir l'issue des divers litiges portant sur l'équité salariale et des sujets connexes et il se peut qu'elle procède au besoin à l'ajustement des provisions comptabilisées dans le résultat net pour les périodes subséquentes. Ces questions continueront d'évoluer; cependant, aucun autre renseignement détaillé ne sera présenté, puisqu'il pourrait porter préjudice à la Société.

11 Passifs éventuels

Aucun changement important n'a été apporté aux passifs éventuels présentés à la note 16 afférente aux états financiers consolidés annuels de la Société pour l'exercice 2018, à l'exception de ce qui suit :

En juin 2017, la Cour supérieure du Québec a autorisé l'exercice d'un recours collectif contre la Société. La poursuite allègue que la quote-part payée par certains travailleurs et retraités de la Société au Québec pour des médicaments d'ordonnance aux termes du régime d'assurance médicaments de Postes Canada depuis juillet 2013 excéderait le plafond annuel fixé en vertu de la loi qui réglemente la Régie de l'assurance maladie du Québec (RAMQ). Au terme de discussions qui se sont poursuivies jusqu'en avril 2019 en vue d'un éventuel règlement, Postes Canada a déposé un exposé de sa défense le 6 septembre 2019. Il est toujours impossible de déterminer l'issue de ce recours collectif.

12 Justes valeurs et risques découlant des instruments financiers

Justes valeurs des instruments financiers

Les justes valeurs de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des titres négociables, des titres réservés, des clients et autres débiteurs, des fournisseurs et autres créditeurs ainsi que des salaires et avantages à payer et des provisions connexes correspondent à une approximation raisonnable de leurs valeurs comptables présentées à l'état de la situation financière. Pour obtenir de plus amples renseignements sur la juste valeur des prêts et emprunts, il y a lieu de se reporter à la note 7 a). En outre, ces instruments financiers sont classés au niveau 2 de la hiérarchie de la juste valeur et leurs justes valeurs estimatives sont appliquées sur une base récurrente. Il n'y a eu aucun transfert entre les différents niveaux de la hiérarchie de la juste valeur au cours de la période close le 28 septembre 2019.

Facteurs de risques financiers

Les instruments financiers du Groupe d'entreprises l'exposent à un éventail de risques financiers : le risque de marché (y compris le risque de taux d'intérêt, le risque de change et le risque marchandises), le risque de crédit et le risque de liquidité. Ces risques financiers n'ont pas évolué de manière significative depuis la clôture de la dernière période. Des informations actualisées sont présentées ci-après sur la nature et l'étendue du risque de marché et du risque de liquidité.

a) Risque de marché

Risque de change • L'exposition au risque de change provient principalement du secteur Postes Canada, pour lequel elle est surtout attribuable aux règlements internationaux avec les administrations postales étrangères et au remboursement des mandats-poste libellés en monnaies étrangères. L'obligation de la Société de parvenir à un règlement avec les administrations postales étrangères est libellée en droits de tirage spéciaux, soit un panier de monnaies étrangères comprenant le dollar américain, l'euro, la livre sterling, le yen japonais et le renminbi chinois, alors que les paiements sont généralement libellés en dollars américains. Les profits (pertes) de change et les profits (pertes) sur dérivés s'établissent comme suit :

Périodes de 13 semaines closes les

(en millions)

28 septembre 2019

29 septembre 2018

	Pertes de change	Profits (pertes) sur dérivés	Total	Profits (pertes) de change	Profits (pertes) sur dérivés	Total
Latents	(1) \$	(1) \$	(2) \$	(5) \$	6 \$	1 \$
Réalisés	–	2	2	1	(2)	(1)
Total	(1) \$	1 \$	– \$	(4) \$	4 \$	– \$

Périodes de 39 semaines closes les

(en millions)

28 septembre 2019

29 septembre 2018

	Pertes de change	Profits sur dérivés	Total	Profits de change	Pertes sur dérivés	Total
Latents	(8) \$	6 \$	(2) \$	1 \$	(2) \$	(1) \$
Réalisés	–	2	2	9	(5)	4
Total	(8) \$	8 \$	– \$	10 \$	(7) \$	3 \$

b) Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que court une société de ne pas être en mesure de s'acquitter de ses obligations financières lorsque celles-ci deviennent exigibles. Le Groupe d'entreprises gère le risque de liquidité en constituant des réserves suffisantes de trésorerie, des facilités bancaires et des facilités d'emprunt de réserve, en surveillant les flux de trésorerie prévus et réels, et en rapprochant les profils d'échéance des actifs financiers et des passifs financiers. L'excédent de trésorerie est investi dans un éventail de titres à court terme du marché monétaire. De l'avis de la direction, le Groupe d'entreprises investit dans des titres de qualité de crédit supérieure de gouvernements ou de sociétés, conformément aux politiques approuvées par le Conseil d'administration.

13 Autres charges d'exploitation

Périodes de	13 semaines closes les		39 semaines closes les	
	28 septembre 2019	29 septembre 2018 (retraité – note 3)	28 septembre 2019	29 septembre 2018 (retraité – note 3)
Levée, traitement et livraison hors main-d'œuvre	370 \$	361 \$	1 125 \$	1 097 \$
Immobilier, installations et entretien	63	59	202	193
Frais de vente, frais administratifs et autres coûts	144	131	408	392
Autres charges d'exploitation	577 \$	551 \$	1 735 \$	1 682 \$

14 Produits (charges) liés aux activités d'investissement et de financement

Périodes de	13 semaines closes les		39 semaines closes les	
	28 septembre 2019	29 septembre 2018 (retraité – note 3)	28 septembre 2019	29 septembre 2018 (retraité – note 3)
Produit d'intérêts	14 \$	13 \$	47 \$	34 \$
Profit (perte) sur la vente d'immobilisations et d'actifs détenus en vue de la vente	–	(2)	1	(4)
Autres produits	4	14	4	14
Produits de placement et autres produits	18 \$	25 \$	52 \$	44 \$
Charge d'intérêts	(20) \$	(19) \$	(60) \$	(58) \$
Autres charges	(4)	(4)	(11)	(12)
Charges financières et autres charges	(24) \$	(23) \$	(71) \$	(70) \$
Charges nettes liées aux activités d'investissement et de financement	(6) \$	2 \$	(19) \$	(26) \$

15 Transactions avec des parties liées

La Société est détenue entièrement par le gouvernement du Canada et elle est soumise au contrôle commun avec d'autres organismes publics, ministères et sociétés d'État. Le Groupe d'entreprises a effectué les transactions suivantes avec des parties liées, en plus de celles qui sont présentées ailleurs dans les états financiers intermédiaires :

a) Gouvernement du Canada, ses organismes et les autres sociétés d'État

Périodes de	13 semaines closes les		39 semaines closes les	
	28 septembre 2019	29 septembre 2018 (retraité – note 3)	28 septembre 2019	29 septembre 2018 (retraité – note 3)
Produits générés par des transactions avec des parties liées	54 \$	56 \$	173 \$	186 \$
Paiements reçus à titre de compensation en vertu de programmes				
Envois postaux du gouvernement et envois d'articles destinés aux personnes aveugles	6 \$	6 \$	17 \$	17 \$
Loyers versés par les parties liées pour des locaux loués auprès de la Société	2 \$	1 \$	6 \$	5 \$
Charges relatives aux transactions avec des parties liées	4 \$	4 \$	16 \$	17 \$

La majeure partie des produits générés par des transactions avec des parties liées concerne des contrats commerciaux pour des services postaux conclus avec le gouvernement du Canada, ainsi que des paiements reçus à titre de compensation du gouvernement du Canada pour la prestation de services postaux parlementaires et l'envoi d'articles en franchise aux personnes aveugles. D'autres renseignements au sujet des contrats de location avec des parties liées sont donnés à la note 7 c).

Les montants à recevoir des parties liées ou à payer à celles-ci qui sont présentés dans l'état intermédiaire de la situation financière sont les suivants :

Aux (en millions)	28 septembre 2019	31 décembre 2018
Montants à recevoir des parties liées ou à payer à celles-ci		
Inclus dans les clients et autres débiteurs	19 \$	13 \$
Inclus dans les fournisseurs et autres créditeurs	6 \$	9 \$
Produits différés générés par des transactions avec des parties liées	7 \$	1 \$

b) Transactions avec des entités pour lesquelles les principaux dirigeants du Groupe d'entreprises de Postes Canada détiennent le contrôle ou un contrôle conjoint

Dans le cours normal de ses activités, il arrive que le Groupe d'entreprises interagisse avec des entreprises dont les politiques financières et d'exploitation sont entièrement ou conjointement régies par les principaux dirigeants du Groupe d'entreprises. Le cas échéant, les principaux dirigeants concernés sont tenus de se retirer de toutes les discussions ou décisions se rattachant aux transactions entre les sociétés. Les seules transactions d'importance réalisées au cours de la période de 39 semaines closes le 28 septembre 2019 ont eu lieu entre Purolator et une société contrôlée par l'un des principaux dirigeants du Groupe d'entreprises, qui est administrateur et actionnaire minoritaire de Purolator. Cette société a fourni à Purolator des services de transport aérien pour des montants de 3 millions de dollars et de 10 millions de dollars, respectivement, pour les périodes de 13 et de 39 semaines closes le 28 septembre 2019 (5 millions de dollars et 11 millions de dollars, respectivement, au 29 septembre 2018). Ces transactions ont été effectuées à des prix et à des conditions qui sont comparables à ceux des transactions effectuées avec les autres fournisseurs de Purolator.

c) Transactions avec les régimes de retraite de la Société

Au cours des périodes de 13 et de 39 semaines closes le 28 septembre 2019, la Société a rendu des services administratifs au Régime de pension agréé de la Société canadienne des postes pour des montants de 3 millions de dollars et de 9 millions de dollars, respectivement (3 millions de dollars et 9 millions de dollars, respectivement, au 29 septembre 2018). Au 28 septembre 2019, une créance de 12 millions de dollars (14 millions de dollars au 31 décembre 2018) liée aux transactions avec le Régime est impayée et a été prise en compte dans les clients et autres débiteurs.

Les paiements versés en espèces, y compris les cotisations aux régimes à prestations définies et aux régimes à cotisations définies du Groupe d'entreprises, sont présentés à la note 6 c).

16 Informations sectorielles et informations sur la ventilation des produits

- a) **Secteurs opérationnels** • Les méthodes comptables utilisées pour les secteurs opérationnels sont les mêmes que celles du Groupe d'entreprises. Les transactions intersectorielles sont conclues à des conditions qui sont comparables à celles en vigueur sur les marchés. Innovaposte, unité fonctionnelle responsable de la technologie de l'information, fournit au sein du Groupe d'entreprises des services partagés selon le principe de recouvrement des coûts. Sur une base consolidée, le Groupe d'entreprises n'a aucun client externe dont les achats représentent plus de 10 % de la totalité de ses produits.

Au 28 septembre 2019 et pour la période de 13 semaines close à cette date

(en millions)

	Postes Canada	Purolator	Logistique	Autre	Total
Produits provenant des clients externes	1 502 \$	467 \$	76 \$	– \$	2 045 \$
Produits intersectoriels	15	6	10	(31)	–
Produits d'exploitation	1 517 \$	473 \$	86 \$	(31) \$	2 045 \$
Main-d'œuvre et avantages du personnel	1 156 \$	215 \$	42 \$	27 \$	1 440 \$
Autres charges d'exploitation	418	189	28	(58)	577
Amortissement	77	24	9	(1)	109
Charges d'exploitation	1 651 \$	428 \$	79 \$	(32) \$	2 126 \$
Résultat d'exploitation	(134) \$	45 \$	7 \$	1 \$	(81) \$
Produits de placement et autres produits (charges)	17 \$	1 \$	(1) \$	1 \$	18 \$
Charges financières et autres charges	(18)	(5)	(1)	–	(24)
Résultat avant impôt	(135) \$	41 \$	5 \$	2 \$	(87) \$
Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat	(34)	11	1	–	(22)
Résultat net	(101) \$	30 \$	4 \$	2 \$	(65) \$
Total des actifs	9 475 \$	1 367 \$	279 \$	(311) \$	10 810 \$
Total des passifs	11 789 \$	747 \$	176 \$	(17) \$	12 695 \$

Au 29 septembre 2018 et pour la période de 13 semaines close à cette date

(en millions, retraité – note 3)

	Postes Canada	Purolator	Logistique	Autre	Total
Produits provenant des clients externes	1 548 \$	444 \$	70 \$	– \$	2 062 \$
Produits intersectoriels	13	4	12	(29)	–
Produits d'exploitation	1 561 \$	448 \$	82 \$	(29) \$	2 062 \$
Main-d'œuvre et avantages du personnel	1 194 \$	200 \$	40 \$	27 \$	1 461 \$
Autres charges d'exploitation	395	182	28	(54)	551
Amortissement	75	20	7	(1)	101
Charges d'exploitation	1 664 \$	402 \$	75 \$	(28) \$	2 113 \$
Résultat d'exploitation	(103) \$	46 \$	7 \$	(1) \$	(51) \$
Produits de placement et autres produits (charges)	26 \$	(1) \$	– \$	– \$	25 \$
Charges financières et autres charges	(18)	(4)	(1)	–	(23)
Résultat avant impôt	(95) \$	41 \$	6 \$	(1) \$	(49) \$
Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat	(23)	10	1	–	(12)
Résultat net	(72) \$	31 \$	5 \$	(1) \$	(37) \$
Total des actifs	8 408 \$	1 226 \$	242 \$	(301) \$	9 575 \$
Total des passifs	8 072 \$	567 \$	149 \$	(2) \$	8 786 \$

Au 28 septembre 2019 et pour la période de 39 semaines close à cette date

(en millions)

	Postes Canada	Purolator	Logistique	Autre	Total
Produits provenant des clients externes	4 788 \$	1 380 \$	224 \$	– \$	6 392 \$
Produits intersectoriels	45	19	27	(91)	–
Produits d'exploitation	4 833 \$	1 399 \$	251 \$	(91) \$	6 392 \$
Main-d'œuvre et avantages du personnel	3 493 \$	653 \$	125 \$	84 \$	4 355 \$
Autres charges d'exploitation	1 265	567	82	(179)	1 735
Amortissement	230	64	27	(1)	320
Charges d'exploitation	4 988 \$	1 284 \$	234 \$	(96) \$	6 410 \$
Résultat d'exploitation	(155) \$	115 \$	17 \$	5 \$	(18) \$
Produits de placement et autres produits	47 \$	4 \$	– \$	1 \$	52 \$
Charges financières et autres charges	(54)	(14)	(3)	–	(71)
Résultat avant impôt	(162) \$	105 \$	14 \$	6 \$	(37) \$
Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat	(41)	28	3	–	(10)
Résultat net	(121) \$	77 \$	11 \$	6 \$	(27) \$
Total des actifs	9 475 \$	1 367 \$	279 \$	(311) \$	10 810 \$
Total des passifs	11 789 \$	747 \$	176 \$	(17) \$	12 695 \$

Au 29 septembre 2018 et pour la période de 39 semaines close à cette date

(en millions, retraité – note 3)

	Postes Canada	Purolator	Logistique	Autre	Total
Produits provenant des clients externes	4 864 \$	1 303 \$	198 \$	– \$	6 365 \$
Produits intersectoriels	40	15	29	(84)	–
Produits d'exploitation	4 904 \$	1 318 \$	227 \$	(84) \$	6 365 \$
Main-d'œuvre et avantages du personnel	3 693 \$	604 \$	114 \$	84 \$	4 495 \$
Autres charges d'exploitation	1 245	528	76	(167)	1 682
Amortissement	224	66	20	(2)	308
Charges d'exploitation	5 162 \$	1 198 \$	210 \$	(85) \$	6 485 \$
Résultat d'exploitation	(258) \$	120 \$	17 \$	1 \$	(120) \$
Produits de placement et autres produits	43 \$	– \$	1 \$	– \$	44 \$
Charges financières et autres charges	(55)	(13)	(2)	–	(70)
Résultat avant impôt	(270) \$	107 \$	16 \$	1 \$	(146) \$
Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat	(66)	28	4	–	(34)
Résultat net	(204) \$	79 \$	12 \$	1 \$	(112) \$
Total des actifs	8 408 \$	1 226 \$	242 \$	(301) \$	9 575 \$
Total des passifs	8 072 \$	567 \$	149 \$	(2) \$	8 786 \$

b) Informations sur les produits répartis par régions géographiques

En ce qui concerne la Société, les produits présentés pour les régions géographiques autres que le Canada le sont en fonction de l'emplacement de l'administration postale étrangère qui a recours au service. En ce qui concerne les autres secteurs et l'unité fonctionnelle, ces produits sont présentés en fonction de l'emplacement du client qui a recours au service. Quand des produits importants sont attribués à un pays étranger, ces produits sont indiqués séparément. Aucun actif important du Groupe d'entreprises n'est situé à l'extérieur du Canada. Comme tous les produits intersectoriels proviennent du service du régime intérieur, ils ont été éliminés du montant des produits présenté par régions géographiques.

Périodes de 13 semaines closes les (en millions)	28 septembre 2019	29 septembre 2018 (retraité – note 3)
Canada	1 922 \$	1 947 \$
États-Unis	60	58
Reste du monde	63	57
Total des produits	2 045 \$	2 062 \$

Périodes de 39 semaines closes les (en millions)	28 septembre 2019	29 septembre 2018 (retraité – note 3)
Canada	6 027 \$	5 989 \$
États-Unis	182	193
Reste du monde	183	183
Total des produits	6 392 \$	6 365 \$

c) Informations sur les produits relatifs aux articles et aux services

Les produits pour les articles et les services sont présentés en fonction de l'information disponible au moment de la vente. En conséquence, les produits tirés de la vente de timbres et de l'utilisation de machines à affranchir sont présentés séparément, au lieu d'être attribués aux secteurs d'activité.

Période de 13 semaines close le 28 septembre 2019

(en millions)

	Total des produits	Éléments intersectoriels et consolidés	Produits provenant des clients externes
Produits attribués aux produits et services			
Courrier transactionnel	426 \$	(1) \$	425 \$
Colis	1 154	(27)	1 127
Marketing direct	247	–	247
Autres	117	(69)	48
	1 944 \$	(97) \$	1 847 \$
Produits non attribués			
Timbres-poste	76 \$	– \$	76 \$
Machines à affranchir	122	–	122
	198 \$	– \$	198 \$
Total	2 142 \$	(97) \$	2 045 \$

Période de 13 semaines close le 29 septembre 2018

(en millions, retraité – note 3)

	Total des produits	Éléments intersectoriels et consolidés	Produits provenant des clients externes
Produits attribués aux produits et services			
Courrier transactionnel	450 \$	– \$	450 \$
Colis	1 112	(20)	1 092
Marketing direct	261	–	261
Autres	107	(63)	44
	1 930 \$	(83) \$	1 847 \$
Produits non attribués			
Timbres-poste	84 \$	– \$	84 \$
Machines à affranchir	131	–	131
	215 \$	– \$	215 \$
Total	2 145 \$	(83) \$	2 062 \$

Période de 39 semaines close le 28 septembre 2019

(en millions)

	Total des produits	Éléments intersectoriels et consolidés	Produits provenant des clients externes
Produits attribués aux produits et services			
Courrier transactionnel	1 457 \$	(2) \$	1 455 \$
Colis	3 464	(79)	3 385
Marketing direct	775	–	775
Autres	350	(204)	146
	6 046 \$	(285) \$	5 761 \$
Produits non attribués			
Timbres-poste	232 \$	– \$	232 \$
Machines à affranchir	399	–	399
	631 \$	– \$	631 \$
Total	6 677 \$	(285) \$	6 392 \$

Période de 39 semaines close le 29 septembre 2018

(en millions, retraité – note 3)

	Total des produits	Éléments intersectoriels et consolidés	Produits provenant des clients externes
Produits attribués aux produits et services			
Courrier transactionnel	1 480 \$	(1) \$	1 479 \$
Colis	3 288	(63)	3 225
Marketing direct	816	–	816
Autres	327	(181)	146
	5 911 \$	(245) \$	5 666 \$
Produits non attribués			
Timbres-poste	268 \$	– \$	268 \$
Machines à affranchir	431	–	431
	699 \$	– \$	699 \$
Total	6 610 \$	(245) \$	6 365 \$

d) Informations sur les produits relatifs aux canaux de vente

Les produits relatifs aux canaux de vente sont présentés pour les produits générés par les services offerts aux clients commerciaux provenant du régime intérieur et pour les produits générés par les services de vente au détail offerts aux consommateurs provenant du régime intérieur. Les produits du régime international comprennent les produits en provenance des États-Unis et du reste du monde, tels que définis à la note 15 b).

Période de 13 semaines close le 28 septembre 2019

(en millions)

	Total des produits	Éléments intersectoriels et consolidés	Produits provenant des clients externes
Régime intérieur			
Canal commercial	1 457 \$	(28) \$	1 429 \$
Canal de vente au détail	494	–	494
	1 951 \$	(28) \$	1 923 \$
Régime international	123 \$	– \$	123 \$
Autres	68 \$	(69) \$	(1) \$
Total	2 142 \$	(97) \$	2 045 \$

Période de 13 semaines close le 29 septembre 2018
(en millions, retraité – note 3)

	Total des produits	Éléments intersectoriels et consolidés	Produits provenant des clients externes
Régime intérieur			
Canal commercial ¹	1 486 \$	(20) \$	1 466 \$
Canal de vente au détail ¹	488	–	488
	1 974 \$	(20) \$	1 954 \$
Régime international	115 \$	– \$	115 \$
Autres	56 \$	(63) \$	(7) \$
Total	2 145 \$	(83) \$	2 062 \$

1. Les produits de l'exercice antérieur avaient été retraités en raison d'un réalignement de la structure de présentation de l'information.

Période de 39 semaines close le 28 septembre 2019

(en millions)

	Total des produits	Éléments intersectoriels et consolidés	Produits provenant des clients externes
Régime intérieur			
Canal commercial	4 584 \$	(81) \$	4 503 \$
Canal de vente au détail	1 532	–	1 532
	6 116 \$	(81) \$	6 035 \$
Régime international	365 \$	– \$	365 \$
Autres	196 \$	(204) \$	(8) \$
Total	6 677 \$	(285) \$	6 392 \$

Période de 39 semaines close le 29 septembre 2018

(en millions, retraité – note 3)

	Total des produits	Éléments intersectoriels et consolidés	Produits provenant des clients externes
Régime intérieur			
Canal commercial ¹	4 543 \$	(65) \$	4 478 \$
Canal de vente au détail ¹	1 524	–	1 524
	6 067 \$	(65) \$	6 002 \$
Régime international	376 \$	– \$	376 \$
Autres	167 \$	(180) \$	(13) \$
Total	6 610 \$	(245) \$	6 365 \$

1. Les produits de l'exercice antérieur avaient été retraités en raison d'un réalignement de la structure de présentation de l'information.

POSTES CANADA
2701 PROM RIVERSIDE BUREAU N1200
OTTAWA ON K1A 0B1

Renseignements généraux : 1 866 607-6301
Pour obtenir des renseignements sur les ressources, visitez postescanada.ca

Canada

